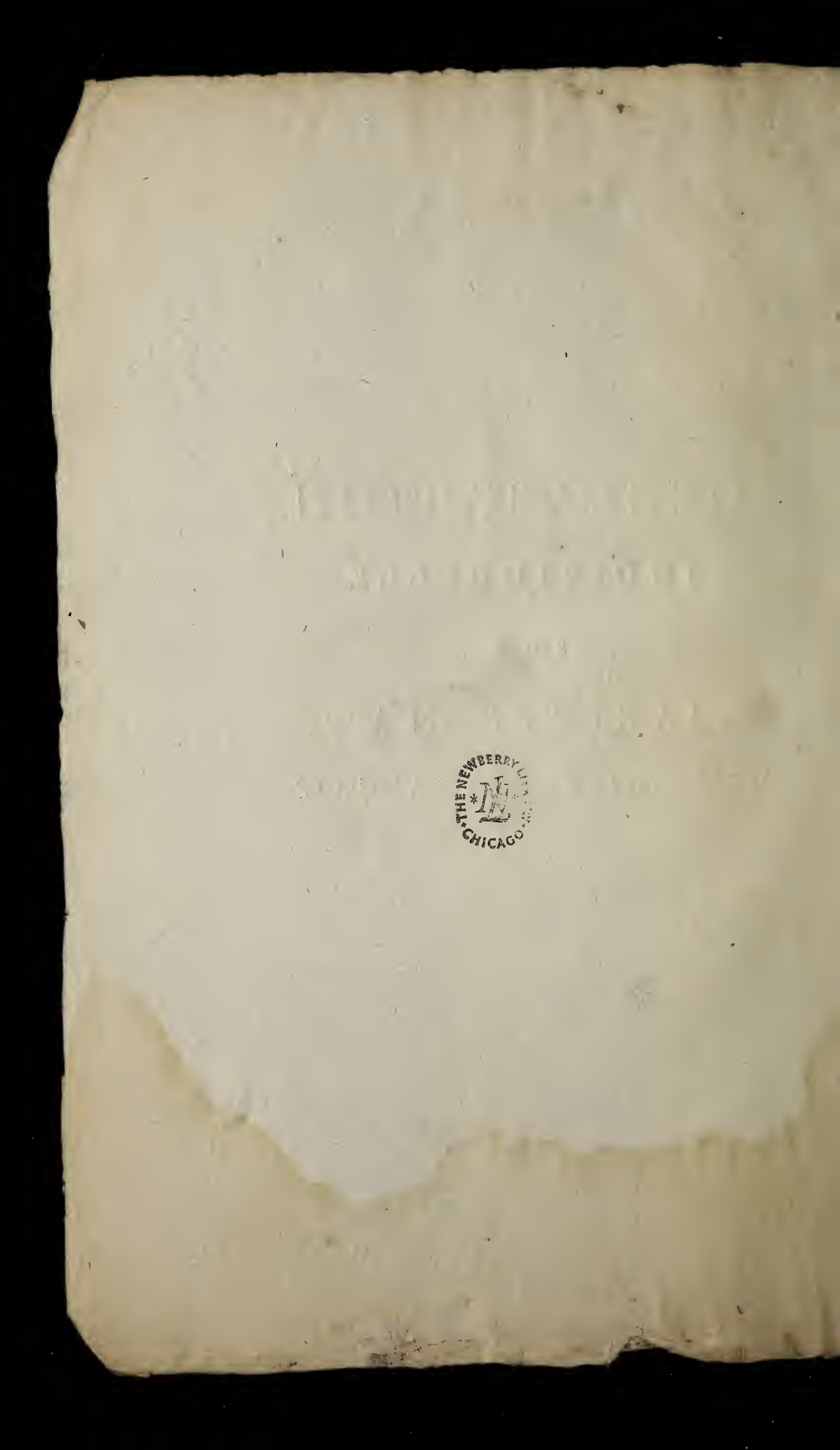
DÉCLARATION
INDIVIDUELLE
SUR
L'ASSASSINAT
DES MINISTRES FRANÇAIS.


THE NEWBERRY
CHICAGO

DÉCLARATION
INDIVIDUELLE
SUR
L'ASSASSINAT
DES MINISTRES FRANÇAIS,
A RASTADT;

Avec le plan Topographique de Rastadt et de ses environs, exécuté sur la carte allemande.

Les perfides ! C'est par un assassinat qu'ils ont commencé, qu'ils ont affermi la guerre renaissante : ils ont voulu placer entre eux et les Français, entre eux et l'espérance même des traités l'insurmontable barrière d'un forfait sans exemple ; et, dans la personne de nos infortunés ministres, ce n'est pas seulement une nation entière, ce n'est pas seulement la liberté, c'est la foi publique, c'est l'humanité plaintive, c'est la paix qu'ils ont égorgée.

M. J. Chénier. *Discours du 20 prairial an 7.*

A PARIS,

Chez Dabin, Libraire, au conseil des Cinq-Cents.

Au Palais Égalité,

Chez { Desenne, lib. sous les galeries de pierre.
Surosne, libraire, dans la 2ème. cour.

AN VII.

AVIS
DE L'ÉDITEUR.

LES *originaux des déclarations suivantes sont entre les mains du citoyen* Jean Debry ; *elles complettent le corps de preuves résultantes du procès-verbal rédigé et signé par les membres restés au congrès lors de l'attentat du* 9 *floréal. En les publiant, le but n'est pas assurément d'ajouter à l'authenticité d'un crime inoui et trop bien constaté, mais l'on devoit à la critique de l'histoire des pièces qui lui appartiennent, on les lui donne.*

Ce cahier, joint à celui imprimé en allemand et traduit en français, sous le titre de Pièces officielles (1), *formera le récit le plus exact de cette affreuse catastrophe.*

Il se trouve chez les libraires énoncés au frontispice.

DESCRIPTION
GÉOGRAPHIQUE ET HISTORIQUE
DE RASTADT.

RASTADT, ville de la Souabe, au margraviat de Bade-Bade, est au 26e. degré 49 min. de longitude, et au 48e. degré 52 min. de latitude. Elle est à 10 kilomètres de Bade, 700 de Vienne, 50 de Strasbourg et 530 de Paris..... Les routes qui conduisent dans le Palatinat, Francfort, la Souabe et Bâle la traversent.

Rastadt est assis dans une grande pleine dite LA BRUYÈRE DE RASTADT, sur la rivière la MURG. C'est une ville neuve, régulièrement bâtie. Elle appartenoit jadis aux comtes d'Erberstein : la branche aînée des margraves de Bade y a fait ensuite sa résidence. En 1424, elle fut brûlée par les habitans de Strasbourg. Il y a un fort beau château ; c'est le siége d'un grand bail-

liage, d'une maîtrise des eaux et forêts, d'une recette et d'un magistrat municipal. On y professe la religion catholique. Le culte luthérien est exercé dans une salle du château ; il n'y est admis que depuis que la branche de Bade-Durler a réuni les deux margraviats. Outre une église paroissiale, il y a un couvent de cordeliers, un séminaire de piaristes avec une école latine et une maison d'éducation pour filles.

Rastadt étoit connu par le traité de paix qui y fut conclu en 1714, entre la France et l'empereur. Mais son nom, que l'histoire écrira en caractères de sang, vient d'être rendu horriblement fameux par le crime inoui que le cabinet de Vienne y a ordonné. La postérité dira, c'est à Rastadt que le gouvernement d'Autriche a fait assassiner par ses troupes, les hussards de Szecklers, les trois ministres plénipotentiaires que la république française y avoit envoyé pour donner la paix à l'Europe.

Strasbourg, le 12 floréal an VII.

Le ministre plénipotentiaire de la république française au congrès, au cit. TALLEYRAND, *ministre des relations extérieures.*

CITOYEN MINISTRE,

Je tâche de recueillir mes esprits pour dicter le détail des affreux événemens dont la légation française a été la victime le 9 floréal, et auxquels, blessé et mutilé, je n'ai échappé que par un prodige, dont je ne peux me rendre compte.

Long-tems avant le 30 germinal, la légation française s'appercevoit que les moyens de tout genre étoient employés par les ennemis de la paix pour opérer la dissolution du congrès, et nous comptions effectivement le voir expirer insensiblement par la retraite successive de ceux qui le composoient. Mais ce jour, 30 germinal, l'enlèvement des pontonniers qui servoient à passer notre correspondance, par la voie de Seltz, nous apprit que la méchanceté de nos ennemis n'auroit pas sans doute la patience que montroit le

gouvernement français : nous réclamâmes contre cette violation du droit des gens. La députation réclama de son côté, et le résultat de ces démarches fut une lettre militaire qui nous annonça que l'on ne pouvoit faire aucune déclaration tranquillisante pour la sûreté des membres du congrès. La députation, assemblée de nouveau, déclara qu'elle n'étoit pas libre; que d'ailleurs le rappel de plusieurs de ses membres la mettoit, aux termes des instructions, hors d'état de prendre une délibération quelconque. Ce fut sur ce *conclusum*, qui nous fut remis officiellement par le ministre directorial, rappelé lui-même, que nous établîmes notre note du 6 floréal, portant protestation contre les violences exercées, et déclaration que nous nous rendrions sous trois jours dans la commune de Strasbourg pour y continuer les négociations. Le lendemain 7 (je vous donne tous ces détails de mémoire, parce que nos papiers ont été enlevés, comme vous l'allez savoir; mais je ne crois pas me tromper sur les dates), le lendemain 7, le cit. Lemaire, courrier de la légation, fut enlevé à Plittersdorf par une patrouille autrichienne, et transféré à Gernsbach, quartier du colonel. Instruits par nous de cet attentat inoui jus-

qu'alors, mais qui bientôt devoit être surpassé, tous les membres du corps diplomatique et spécialement le ministre de Bade, la légation prussienne et le ministre directorial, s'adressèrent au colonel autrichien pour en avoir la réparation : ils lui demandèrent sur-tout l'assurance que nous serions respectés lors de notre retour en France ; on n'obtint point de réponse. Le 9, nos préparatifs étoient faits pour partir : nous aurions pu sans doute le faire avec sûreté en nous esquivant le 8, jour où il n'y avoit point sur le Rhin de patrouille autrichienne ; mais ayant une fois engagé la question du droit que nous avions de rentrer en sûreté, nous aurions cru manquer à la dignité de notre caractère en n'exigeant pas une solution quelconque, et peut-être ce sentiment a-t-il facilité l'exécution du crime atroce auquel j'arrive.

Je reprends ma dictée, citoyen ministre ; le 9 floréal, à sept heures et demie du soir, un capitaine de hussards Szecklers, stationnés à Gernsbach, fut, de la part de son colonel, déclarer verbalement au baron d'Albini que nous pouvions quitter Rastadt avec sécurité, et vint ensuite nous signifier l'ordre de sortir de cette ville dans vingt-quatre heures.

Déjà les hussards Szecklers s'en étoient emparés, et occupoient toutes les avenues. A huit heures, nous étions en voiture : arrivés à la porte de Rastadt, nous trouvâmes la défense générale de ne laisser entrer ni sortir qui que ce fût. Une heure se passa en pour-parler. Il paroît qu'on en avoit besoin pour organiser l'exécrable exécution qui suivit, et dont, je le dis avec conviction, tous les détails avoient été commandés et combinés à l'avance. Enfin, le commandant autrichien leva la consigne pour la légation française seulement. Nous demandâmes une escorte ; elle nous fut refusée, et l'infâme commandant déclara que nous serions aussi en sûreté que dans nos chambres. D'après cela, nous nous mîmes en marche. Nous n'étions pas à cinquante pas de Rastadt, nous et la légation ligurienne, qui ne nous quitta point, et parragea nos dangers avec un dévouement sans égal, lorsqu'un détachement de près de soixante hussards Szecklers, embusqués sur le canal de la Murg, fondit sur nos voitures, et les fit arrêter. La mienne étoit la première. Six hommes, armés de sabres nuds, m'en arrache avec violence. Je suis fouillé et dépouillé de tout ce que je portois. Un autre, qui paroissoit commander

cette expédition, arrive à course de cheval, et demande le ministre Jean Debry. Je crus qu'il alloit me sauver. C'est moi, lui dis-je, qui suis Jean Debry, ministre de France. J'avois à peine achevé, que deux coups de sabre m'étendirent par terre; je fus aussi-tôt assailli de toutes parts de nouveaux coups. Roulé dans un fossé, je feignis d'être mort; alors les bandits me quittèrent pour se porter aux autres voitures. Je saisis cet instant et m'échappai, blessé en différens endroits, perdant le sang de tous côtés, et ne devant la vie peut-être qu'à l'épaisseur de mes vêtemens. Bonnier fut tué de la même manière que je devois l'être, et Roberjot égorgé presque dans les bras de son épouse.

On fit à mes malheureux collègues la même question qui me fut faite. Es-tu Bonnier ? Es-tu Roberjot ? Nos voitures ont été pillées. Tout devint la proie des brigands; les papiers de la légation furent enlevés, portés au commandant autrichien, et réclamés vainement. Le secrétaire de la légation se jeta dans un fossé et échappa, à la faveur de la nuit, aux coups des assassins. Cependant je me traînois dans un bois voisin; entendant les hurlemens des cannibales, les cris des victimes, et sur-tout de leurs compagnes, de

l'épouse de Roberjot, de ma femme, enceinte de sept mois, et de mes deux filles qui demandoient leur père. Mon secrétaire particulier, le citoyen Belin, fut tenu par six hommes, pour être témoin de toutes ces scènes d'horreurs, et mon valet-de-chambre jeté dans la rivière.

J'ai su que tous les membres du corps diplomatique avoient fait les plus grands efforts pour percer la ligne des assassins et venir au secours de ceux qui pourroient encore être secourus; mais ce ne fut qu'à une heure du matin que la citoyenne Roberjot put être recueillie chez M. de Jacobi, ministre de Prusse; ma femme et mes filles chez M. de Reden, ministre de Bremen-Hanovre.

J'errai dans le bois pendant toute cette nuit affreuse, redoutant le jour qui devoit m'exposer aux patrouilles autrichiennes. Vers les six heures du matin, les entendant circuler et voyant que je ne pouvois les éviter; d'ailleurs, pénétré de froid, de pluie, et m'affoiblissant de plus en plus par le sang que je perdois, je pris le parti désespéré de retourner à Rastadt. Je vis sur le chemin les cadavres nuds de mes deux collègues. Le tems affreux, et peut-être la lassitude du crime, facilitèrent mon passage, et j'arrivai

enfin, hors d'haleine, et couvert de sang, chez le comte de Goërtz, ministre du roi de Prusse.

Il n'est pas à mon pouvoir, citoyen ministre, de vous peindre le tourment, et de vous rapporter le récit de toutes les personnes attachées à la légation, qui ont été les témoins ou les objets de cette exécrable scène. Je les recueillerai quand j'en aurai la force. Malgré son vertueux courage, l'épouse du citoyen Roberjot, est comme délirante de douleur. J'appelle sur elle tout l'intérêt du gouvernement.

Fatigué du récit que je viens de vous faire à deux reprises, je me borne en ce moment à vous exprimer combien chacune des personnes sauvées doit de reconnoissance au généreux dévouement des membres du corps diplomatique. Je n'en nomme aucun, car il faudroit les nommer tous. Outre les attentions généreuses et les douces consolations, nous leur devons la sûreté de notre retour ici. Un acte formel, signé d'eux tous, fut porté au colonel autrichien, en lui déclarant que leurs commettans le rendroient responsable du forfait et de toutes les suites. Le ministre du margrave nous fit donner une escorte de ses troupes pour retourner. Il

fallut la laisser joindre des hussards Szecklers, qui sembloient me voir échapper à regret. La légation prussienne empêchée par eux de nous accompagner, chargea son secrétaire, M. de Jordan, de ne nous quitter que lorsque nous serions embarqués. Mon Dieu ! pourquoi faut-il que tant de soins n'aient pu prévenir la funeste catastrophe de mes deux infortunés collègues ?

Je dois aussi vous ajouter que la presqu'unanimité des habitans de Rastadt, en versant des pleurs sur ce forfait, l'a couvert de de toute l'exécration qu'il mérite. Il n'a point dissimulé l'opinion qui en attribue l'atroce conception et toute la direction à l'Autriche; à l'Autriche dont le ministre Lerbach, aujourd'hui commissaire près l'armée de l'archiduc, a obtenu, sans la moindre difficulté, à son départ de Rastadt, tous les passe-ports qu'il a demandés à la légation française; à l'Autriche qui osa bien nous faire dire, par le comte Metternich, que ce commissaire impérial ne pouvoit plus rester à Rastadt, attendu le défaut de sûreté de sa correspondance; à l'Autriche enfin, qui, d'après toutes les probabilités, a donné l'ordre de l'égorgement des trois ministres, de l'enlèvement de nos papiers, et a promis le pillage pour récompense.

Il y auroit bien d'autres rapprochemens à faire ; mais ils seront sentis. Pardonnez au désordre de mes idées ; les horribles images que j'ai sans cesse devant les yeux ne me laissent point la réflexion libre, et m'affaissent plus fortement que les douleurs que j'éprouve. Mes plaies vont bien, et jusqu'alors n'annoncent aucun danger.

Salut et respect,

Signé, JEAN DEBRY.

DÉCLARATION

De la citoyenne veuve de ROBERJOT, *ministre plénipotentiaire de la république française, au congrès de Rastadt, assassiné par les hussards de Szecklers.*

Le 9 floréal an 7, vers sept heures et demie du soir, je vis arriver dans la cour du château un officier autrichien, accompagné d'un trompette et une ordonnance; il se rendit chez le baron d'Albini, ministre directorial à la députation de l'Empire. Un moment après, on vint avertir mon mari pour se rendre chez le citoyen Jean Debry, où Bonnier s'étoit également rendu. L'officier autrichien, accompagné du baron d'Albini, présenta à la légation française l'ordre de son commandant, de quitter Rastadt dans les vingt-quatre heures.

Les trois ministres décidèrent de partir sur-le-champ. Tout étoit préparé depuis le matin pour ce départ. On ordonna de mettre les chevaux, et le tout fut prêt en moins d'une demi-heure. Nous montâmes en voiture; le citoyen Jean Debry, avec son épouse et ses deux demoiselles, prit le devant; Bonnier le suivoit; Rosenstiel, secré-

taire - général de la légation, les suivoit : nous restâmes l'avant-dernière voiture; après nous, il y avoit celle du citoyen Boccardi, ministre ligurien. A peine arrivés sur la grande place, l'on fit halte ; mon mari descendit de voiture, et, avec ses collègues, se rendit chez le baron d'Albini, pour connoître la cause de cet événement; il revint une demi-heure après, et il remonta en voiture. Arrivés à la barrière, on nous arrêta pour la seconde fois; ou bout de vingt minutes, à-peu-près, on nous permit de sortir ; nous passâmes entre deux hayes de cavalerie (hussards du régiment de Szecklers.) Bientôt après, sortis du faubourg, nous fûmes attaqués par un fort détachement de cavalerie du même régiment de Szecklers, qui, jetant des cris horribles, tombèrent sur les premières voitures, portant des coups de sabre par-tout. Mon mari fit aussi-tôt ouvrir la portière, et nous descendîmes de voiture ; le premier mouvement fut de tâcher de nous sauver. Nous arrivâmes presque à la portière de la voiture du citoyen Boccardi, qui nous suivoit ; ne voyant plus personne dans cette voiture, mon mari crut que le citoyen Boccardi et son frère en étoient descendus pour soutenir qu'ils avoient

le droit de suivre la légation française, et qu'ils étoient, à cause de cela, aux prises avec quelques patrouilles : nous revînmes sur nos pas; à peine arrivés à la portière de notre carosse, les Szecklers tombent sur nous; ils demandent à mon mari s'il est Roberjot; il leur répondit que ouì : je le leur répète aussi; à cette réponse, ils commencent par le piller; ils lui enlèvent ses montres, son porte-feuille et sa bourse : un autre hussard, d'une taille assez grande et d'une tournure différente des autres (il m'avoit l'air d'un officier) frappa le premier mon mari d'un coup de sabre, qui fut suivi de plusieurs autres, pendant que d'autres hussards m'empêchent de me jetter sur lui pour le couvrir de mon corps, me tiennent et m'obligent à être témoin de ce massacre affreux; mon malheureux mari tombe sous leurs coups; ces barbares le laissent encore vivant, et s'élancent sur la voiture du citoyen Boccardi; n'y ayant trouvé personne, ils reviennent sur nous : mon domestique m'avoit remis en voiture; m'étant apperçu que mon mari se mouvoit encore, je dis à mon domestique : *ah! si nous pouvions le sauver!* Ce fut à cet instant même que les assassins retombèrent sur lui, et ils en firent

un massacre horrible. Tout ce qui étoit à la main, dans la voiture, fut, au moment même, pillé; les papiers, qui étoient empaquetés, furent jetés par terre, et en grande partie dans la rivière. La portière fut ensuite fermée; mais à chaque moment d'autres hussards se présentoient pour achever le pillage : ils ne purent pas ouvrir la portière; deux autres, un quart-d'heure après l'assassinat, montèrent sur le devant de la voiture, et éteignirent les deux bougies des lanternes : j'ai cru alors que c'étoit mon dernier moment, et qu'on alloit m'assassiner; je dis à mon domestique, qui ne me quitta jamais : C'en est fait de nous, voilà notre dernière heure; ces scélérats, après avoir éteints les bougies des lanternes, s'en allèrent, et nous restâmes plus d'une heure au milieu du grand chemin sans voir ni entendre personne. J'entendis enfin s'approcher quelqu'un de la voiture, c'étoit le major de Harrant, au service du margrave, qui me rassura et qui fit conduire les voitures en ville; la mienne s'arrêta devant la porte du baron de Jacobi, second plénipotentiaire de Prusse au congrès. Je fus tirée de la voiture et portée par le ministre de Dannemarck, le baron de Rosenkranz, le chevalier de Brai et le

baron de Gemmingen dans la maison de M. de Jacobi. Bientôt arrivèrent le citoyen Boccardi et son frère qui ne me quittèrent plus, et où j'ai passé la nuit et le lendemain matin, jusqu'au moment de notre départ de Rastadt. Il me seroit impossible de détailler tous les soins qui m'ont été prodigués dans cette maison, notamment par la très-sensible et très-estimable madame de Kloert, fille de M. de Jacobi.

J'appris que madame et mesdemoiselles Debry étoient au château, mais que peu de tems après madame de Reden les avoit amené chez elle.

A huit heures du matin, à-peu-près, l'on m'annonça que le citoyen Jean Debry, échappé par un prodige à la mort, venoit de rentrer, couvert de blessures, dans Rastadt, et s'étoit sauvé chez le comte de Goërtz, premier plénipotentiaire prussien. Madame et mesdemoiselles Debry, peu de tems après, vinrent me voir chez M. de Jacobi : je les vis extrêmement pénétrées de mon malheur; en sanglotant, je leur dis : *ah! que vous êtes heureuses !.... il est blessé, mais il vit.*

A une heure de l'après-midi, nous nous mîmes en voiture pour aller à Seltz; le citoyen Louis Boccardi monta dans ma voi-

ture. Arrivés sur la place, nous trouvâmes les autres voitures; celle du citoyen Jean Debry étoit la première, Rosenstiel le suivoit, la mienne venoit après, les autres nous suivoient. Nous sortîmes de Rastadt, précédés d'une escorte de six hussards du même régiment de ceux qui nous avoient assasiné le soir, lesquels étoient précédés de deux officiers autrichiens, ayant à leurs côtés le major de Harrant; M. de Jordan, secrétaire de la légation prussienne, auquel il fut permis de nous accompagner, étoit à la portière de la voiture du citoyen Jean Debry, six hussards de Baden étoient des deux côtés des voitures, six de Szecklers fermoient la marche.

Arrivés à Plittersdorf, sur le Rhin, on fit halte, c'étoit pour avertir les Français d'un passage paisible. Bientôt les voitures avancèrent jusqu'au rivage : nous descendîmes de voiture; je vis alors le citoyen Jean Debry, qui m'embrassa, versant des larmes; il étoit dans un état déplorable; nous montâmes tous sur la première barque; nous arrivâmes bientôt sur la rive gauche; nous partîmes tous ensemble de Seltz pour Strasbourg, où nous arrivâmes à minuit; nous allâmes tous loger à la Maison Rouge,

où le citoyen Boccardi arriva le lendemain matin ; trois jours après, je suis partie, accompagnée des citoyens Boccardi, pour Paris, où je suis arrivée le 18 floréal, à 8 heures du soir.

Signé veuve ROBERJOT.

DÉCLARATION

Des citoyennes FÉLICITÉ ARTAUD, *épouse du citoyen* JEAN DEBRY, VICTOIRE *et* ELÉONORE DEBRY, *ses filles*, *rédigée par* VICTOIRE DEBRY, *sur l'assassinat du* 9 *floréal, à Strasbourg*, *le* 21 *floréal an* 7.

Nous partîmes du château, le 9 floréal, à huit heures du soir. Arrivés au premier poste, les Szecklers nous arrêtèrent, en disant que leur consigne étoit de ne laisser sortir personne. Les ministres allèrent chez M. d'Albini, pour obtenir la levée de cette consigne: leur absence dura une heure. Pendant ce tems les hussards autrichiens se joignirent à la foule qui nous entouroit, et regardèrent les personnes qui occupoient les voitures, avec l'air de la plus grande curiosité. Il étoit neuf heures et un quart lorsque nous sortîmes de la ville. On nous refusa une escorte; mais les assurances que les ministres avoient reçues, nous firent croire qu'elle étoit inutile à notre sûreté. Après quelque contestation, on voulut bien nous accorder un porte-flambeau. A peine étions-nous à cent pas du faubourg, que douze à quinze

Szecklers, cachés parmi les arbres qui bordent d'un côté le chemin de Rastadt à Plittersdorf, s'avancèrent à notre voiture, et l'entourèrent en criant : *herans !* (sortez.) Papa présente son passe-port : il est déchiré. Ils l'arrachèrent de sa voiture si précipitamment, qu'ils manquèrent nous entraîner avec lui. Deux minutes après, nous entendîmes une voix crier en mauvais français : *es-tu Jean Debry?* papa répondit : *Oui, je suis Jean Debry, ministre de France.* On répéta cette demande, et il réitéra sa réponse. A l'espoir que cette question avoit ramené dans nos ames, succéda l'angoisse la plus déchirante, quand ma sœur, regardant à la portière, s'écria : on lui donne des coups de sabre ! puis, le voyant tomber, elle sauta de la voiture ; mais elle y fut remise par les Szecklers qui nous entouroient, et qui l'arrêtèrent aussitôt. Nulle expression ne peut rendre les sensations douloureuses que nous éprouvions alors. Nous leur demandions notre père : ils étoient insensibles à nos cris, à nos prières. Ils les interrompoient sans cesse en nous ordonnant de leur donner de l'argent. Ils fouillèrent dans toutes les poches de la voiture ; ensuite en-dessous des banquettes, avec une attention et un air

de curiosité qui nous étonnèrent ; mais l'état de stupeur et d'inquiétude, dans lequel nous étions alors, ne nous permit pas d'en conjecturer les motifs. J'ai réfléchi depuis sur cette particularité : en calculant le moment où papa s'est sauvé, et en me rappelant qu'ils ne firent ces perquisitions qu'après nous avoir laissées quelques instans absolument seules (sans doute pour aller piller et massacrer les deux autres ministres), je fus convaincue qu'ils cherchoient papa dans notre voiture. C'est aussi à sa fuite que j'attribue l'inquiétude qui régnoit dans une conversation que plusieurs de ces scélérats tinrent près de notre portière, et dont je tâchai d'entendre quelque chose, afin d'obtenir des éclaircissemens que néanmoins nous appréhendions. Mais mes efforts furent vains ; car c'étoit en hongrois qu'ils parloient. Nous restâmes une heure dans cette situation, c'est-à-dire, attendant la mort à tout moment, ne desirant point vivre davantage, et cependant ne pouvant nous défendre d'un sentiment d'effroi aux moindres mouvemens de leurs sabres ; à en juger par leurs gestes, ils étoient fort incertains de la manière dont ils disposeroient de nous. Plusieurs nous menacèrent : les uns nous fai-

soient signe de descendre ; ensuite d'autres, pour nous en empêcher, nous veilloient continuellement. Nous voulûmes nous sauver; mais il nous fut même impossible de le tenter. Nous attendions donc avec résignation le sort dont nous imaginions la citoyenne Roberjot victime ; j'avois entendu ses cris déchirans, pouvois-je croire qu'elle existât encore ? Je pensai que le pillage de sa voiture différoit seul l'instant de notre mort. Je ne voyois point voler ; mais on nous jeta une caisse, que je reconnus pour être à elle : cet indice étoit suffisant. Au bout d'une heure, les Szecklers firent retourner la voiture ; c'est alors que je les conjurai (en langue allemande) à genoux, les mains jointes, de me dire où étoit mon père. Je ne reçus d'autre réponse que celle-ci : *Vous n'avez plus de père ! il est mort !* Un jeune hussard, qui étoit à la portière, sembloit être touché de nos plaintes. Par un mouvement involontaire, je pris sa main, en implorant sa compassion. Il serra longtems la mienne, et pressa celle de la citoyenne Debry avec la plus vive émotion. Lorsque je lui eus dit qu'elle étoit prête d'accoucher, il ne cessa point de porter ses regards sur nous, voulut fermer la glace pour

nous garantir du froid, ne se joignit point à ceux qui nous demandoient de l'argent; et quand je lui demandai où étoit mon père, il ne me répondoit point avec la froide cruauté des autres : *il est mort!* mais il gardoit le silence, et me répondoit qu'il n'en savoit rien. Il me fallut aussi contenter la curiosité de quelques-uns, leur apprendre que je n'étois pas allemande, mais française; que c'étoit la première fois que je voyageois en Allemagne, et que j'en connoissois peu la langue. Je le prouvai à quelques autres en les faisant répéter plusieurs fois sans pouvoir les comprendre. Je me rappelle que l'un d'eux fut fort irrité de mon ignorance, et me dit que j'entendrois fort bien si je le voulois. Un autre, après nous avoir regardé attentivement, me dit d'un ton interrogatif: *duo figlioli*? je lui répondis que nous étions deux jeunes filles et une femme. Le geste de compassion qu'il fit à cette réponse remplit mon cœur de désespoir. Je l'interprétai en ce sens : *Que je vous plains! vous avez tout perdu!* Je voulus demander encore mon père; mais la crainte de voir mes soupçons confirmés, m'ôta le courage de le faire; toutes les fois que je l'essayai, la citoyenne Debry me le défendit. On fit alors marcher la voi-

ture ; elle faisoit six pas, et s'arrêtoit un demi-quart d'heure. Ces fréquentes pauses nous remplissoient de terreur ; mais cette sensation n'avoit rien de pénible en comparaison de celle que nous éprouvâmes lorsqu'ils rallumèrent les flambeaux. Nous ne pouvions pas douter de l'assassinat : nous avions entendu le bruit des coups ; mais nous conservions encore par moment une lueur d'espoir ; et l'obscurité de la nuit nous avoit dérobé la vue de cette scène atroce. Leurs larges sabres que les ténèbres rendoient plus brillans encore, avoient seuls frappé nos yeux. Comment pourrois-je peindre la douleur que nous ressentîmes, lorsque nous apperçûmes le cadavre de Bonnier étendu près de la dernière roue de notre voiture. La citoyenne Debry, depuis une heure m'avoit souvent répété : *j'apperçois un corps mort ; c'est Bonnier.* J'avois refusé de le croire ; mais alors il ne m'étoit plus permis d'en douter. Pourrai-je rendre les tristes idées qui nous accablèrent, quand nous vîmes que des huit voitures qui accompagnoient la nôtre, aucune n'étoit plus là. Nous n'osions plus regarder ces assassins ; l'air calme qui régnoit sur la figure de ces hommes qui venoient de tremper leurs mains dans le sang

des ministres de paix, nous révoltoit. Je leur demandai seulement où nous allions; ils répondirent à Rastadt. Arrivés près le faubourg, ils firent arrêter encore une fois la voiture. Les uns se couvrirent de leur manteau, d'autres fumèrent, et ceux qui étoient à notre portière, se passèrent mutuellement une bouteille d'eau-de-vie; un d'eux, après en avoir bu, dit : *Il faut l'offrir à ces dames*, et aussi-tôt il nous la présenta. Il disoit à la citoyenne Debry que cela lui feroit du bien, et il me répéta la même chose. Je le remerciai, en lui disant que j'étois trop triste pour boire. Il répondit que je ne devois pas l'être; qu'on ne me feroit point de mal. Je m'apperçus alors que le jeune hussard, qui nous avoit témoigné quelqu'intérêt, n'étoit plus à la portière; il étoit placé derrière la voiture. Je le priai de venir; il s'y disposoit, quand un Szecklers, qui étoit au milieu de ceux qui nous entouroient, lui fit signe avec son sabre de rester à sa place. Les exclamations de notre douleur importunoient cet homme barbare. Il dit, en entendant mes plaintes : *avec son mon dieu elle m'ennuie.* Je renouvelai mes prières; je les remerciai de ne pas nous avoir fait de mal. Je les conjurai de nous rendre papa : ils ne m'é-

coutoient pas; c'est dans ce moment que nous entendîmes une voix crier : *Est-ce vous, Mesdames?* Nous nous élançâmes, toutes trois, à la portière, et nous reconnûmes le major de Harrant. La citoyenne Debry le conjura de nous sauver de ces assassins, et lui dit, sur notre malheur, tout ce que le désespoir et une trop affreuse certitude lui suggérèrent. Le major nous assura que papa étoit échappé; que l'officier des Szecklers le lui avoit juré. Ensuite, il donna ordre aux hussards de nous reconduire à Rastadt, et nous quitta pour aller reconnoître les cadavres. Après avoir traversé plusieurs petites rues détournées, nous arrivâmes enfin à minuit dans celle du château. Le jeune hussard vint promptement serrer la main de la citoyenne Debry, et s'éloigna de même. Les membres du congrès entourèrent notre voiture, nous en firent sortir malgré les Szecklers, et nous reconduisirent dans notre logement, où ils nous prodiguèrent les soins les plus touchans. Là, nous revîmes les ministres liguriens, échappés heureusement à ce meurtre horrible. Le citoyen Belin, qui s'étoit réfugié chez M. Jacobi, ayant appris notre arrivée, s'empressa de venir nous représenter le danger

auquel nous nous exposions en restant dans le château, et nous engagea à accepter l'offre de madame de Reden, qui nous pressoit de passer la nuit chez elle. Nous nous y rendîmes dans la voiture de M. de Dohm; le citoyen Belin y resta avec nous. Les tourmens que nous éprouvâmes pendant cette longue nuit, sont inexprimables : ceux de papa pouvoient seuls les surpasser.

Il étoit sept heures du matin quand M. de Reden vint nous annoncer un bonheur que nous n'espérions plus. La joie l'oppressoit tellement, qu'il eût peine à nous dire ces mots : *il est sauvé, je l'ai vu.* C'est chez M. de Goërtz que nous embrassâmes papa, qui, par son air abattu, son teint livide, ses yeux morts, son nez coupé, et sanglant, son bras en écharpe, l'épuisement de ses forces, et sa douleur sur la perte de ses collègues, auroit attendri les cœurs les plus durs. C'est-là qu'il nous apprit par quel miracle il nous etoit conservé. A une heure, nous quittâmes les hommes sensibles qui avoient partagé si vivement nos craintes, notre affliction et notre sort. C'est sous l'escorte de douze hussards du margrave et de vingt-quatre Szecklers que nous partîmes de Rastadt. Le major de Harrant et M. Jordan nous accompagnèrent. Nous pas-

sâmes sur le lieu de l'assassinat; les traces de sang, les passe-ports déchirés y étoient encore. Nous affections une sécurité que nous étions loin de posséder; l'espoir de rentrer dans notre patrie avoit fui de nos cœurs.

A Plittersdorf, un jeune italien, officier des Szecklers, s'approcha de notre voiture, parut peiné du malheur qui nous étoit arrivé; assura à papa qu'il n'y avoit point participé; lui offrit de lui faire rendre le portrait de sa femme et de ses petits enfans; et, à cet effet, lui demanda son nom. Papa voulut lui remettre une récompense pour ses soldats; il la refusa: l'autre officier l'accepta, et la donna à un trompette. Les bateaux étant arrivés, papa remercia M. Jordan, le major de Harrant, puis le commandant de l'escorte autrichienne, et nous nous embarquâmes. Peu après nous arrivâmes à Seltz, où la cause de nos pleurs, de nos regrets n'étoit pas encore connue. M. Jordan et le major restèrent au bord du Rhin jusqu'au moment où les voitures entrèrent dans le bateau, afin (comme je l'ai su depuis) d'empêcher les Szecklers de les piller, s'ils en avoient eu le dessein.

Signé, F. ARTAUD, femme DEBRY;
VICTOIRE et ÉLÉONORE DEBRY.

DÉCLARATION

Du citoyen Rosenstiel, secrétaire de la légation.

Le neuf floréal an 7, la légation française, au congrès de Rastadt, se proposoit de partir de cette ville de bon matin ; mais comme les patrouilles autrichiennes, du régiment des hussards de Szecklers, continuoient à se rendre au passage du Rhin, près de Plittersdorf, le baron d'Albini, ministre directorial de Mayence, expédia un courrier au commandant de cette troupe, qui avoit son quartier à Gernsbach, distant de trois lieues de Rastadt, pour le prévenir de ce départ, et lui demander une réponse positive au sujet de la sûreté de la légation française. Elle se décida en conséquence d'attendre cette réponse, qui ne parvint qu'entre sept et huit heures du soir. Un officier de ces hussards, nommé Ruzuska, en étoit le porteur ; il se rendit chez le baron d'Albini, et lui déclara verbalement, de la part du commandant autrichien, que la légation française pouvoit partir en toute sûreté, et qu'elle ne seroit nullement inquiétée ; et il remit aux

ministres plénipotentiaires de la république française, une lettre du même commandant. Les ministres m'ayant fait appeler, je me rendis auprès d'eux; ils me remirent cette lettre, écrite en allemand, pour la leur traduire. A cette occasion, j'observai à l'officier autrichien, en lui parlant en langue allemande, que cette lettre ne fesoit aucune mention de la sûreté du passage pour la légation française ; il me répondit que ce seroit une injure pour le militaire autrichien, que de penser qu'il ne respecteroit pas son caractère public, et qu'il attenteroit à sa sûreté. Il quitta ensuite les ministres, et m'accompagna au secrétariat, où je lui expédiai un récépissé de la remise de la lettre du commandant autrichien, en présence de M. de Dohm, l'un des ministres prussiens, qui étoit venu me voir pour savoir sa réponse ; et j'allai retrouver les ministres ; mais j'appris qu'ils étoient dans leurs voitures et qu'ils partoient. Je montai aussi dans la mienne avec mon domestique : il étoit alors huit heures du soir. En passant devant la maison des ministres de Bade, je fis demander un flambeau ; on eut la bonté de m'en remettre deux. Arrivé à la sortie de la ville, je vis les voitures des ministres arrêtées ; j'en de-

mandai la cause, et on me répondit que les hussards, dont il étoit venu un gros détachement, immédiatement après l'arrivée de l'officier, porteur de la lettre, pour occuper les faubourgs et les sorties de Rastadt, avoient la consigne de ne laisser sortir ni entrer qui que ce fût. Je voulus voir les ministres; mais ils étoient descendus de leurs voitures, et allés chez les ministres de Mayence; j'attendis leur retour. On m'avertit que la consigne étoit levée pour la légation française, et nous sortîmes effectivement à neuf heures du soir. Ma petite voiture fut la quatrième; elle étoit placée, en sortant de la ville, entre celles du ministre Bonnier et du ministre Roberjot; mon domestique étoit à côté de moi. A peine fûmes-nous parvenus moitié chemin, entre le faubourg et le pont, sur le canal de la Murg, que nous devions passer, qu'on fit faire halte aux voitures. Au même instant, j'entendis des cris de femmes; je les attribuai d'abord à l'impression que pouvoit avoir faite, sur les citoyennes Debry, l'épouse et les filles du ministre, la présence d'hommes qui avoient arrêté la marche des voitures; mais j'en appris bien vîte la vraie cause. Mon domestique étant sorti de ma voiture pour aller

allumer, à la tête des voitures, un des flambeaux que nous avions, afin d'éclairer aussi le milieu du cortége, lorsque nous passerions le pont. Arrivé à la première voiture, qui étoit celle du ministre Jean Debry, et où étoient les flambeaux allumés, il vit que des hussards de Szecklers, tant à cheval qu'à pied, sabroient le ministre ; il jeta son flambeau, s'arracha des mains de ces assassins, qui lui enlevoient ses montres et sa bourse, et revint hors d'aleine, à ma voiture, en disant qu'on assassinoit, et qu'il falloit se sauver au plus vîte ; il ouvrit au même moment le devant de ma chaise, m'en arracha, me mit à terre, et me cria de me sauver. En descendant de ma voiture, je vis des hussards accourir sur la voiture du ministre Bonnier, qui me précédoit, et y porter des coups de sabre. Je courus et tombai dans le fossé qui borde la chaussée ; je me ramasse et gagne la prairie, qui est à côté de cette chaussée, et j'y continue ma course pour me soustraire aux meurtriers; parvenu enfin à l'extrémité de cette prairie marécageuse et entrecoupée de rigoles, je me reconnus à la hauteur qui s'y trouve, et que je pus distinguer à la faveur des flambeaux, sur la chaussée, lieu de l'assassinat.

Je gagnai le sentier à côté d'un cimetière, et je le suivis. Mon intention fut d'abord de rentrer dans la ville du côté de la fabrique, pour y dire ce qui se passoit et aller chercher du secours; mais une grande clarté que j'apperçus sur la route de Carlsruhe, me fit changer de résolution, et je pris le parti de pénétrer dans la ville par le jardin du château; en suivant le sentier où j'étois, je gagnai le mur de ce jardin; je le longeai sur la droite pour arriver au petit jardin, bosquet fermé par une haie vive au milieu de laquelle se trouve un clos en planches: j'y parvins; je m'accrochai aux planches, et à l'aide des branchages, je réussis à m'y mettre à califourchon; me trouvant dans cette position, je me laissai tomber dans le jardin, que je parcourus jusqu'au château, du côté de l'église; je suivis ensuite la rue, et j'arrivai à la maison des ministres de Bade, après 11 heures de la nuit. L'état où je me trouvai est plus facile à concevoir qu'à exprimer. Ces ministres n'étoient pas chez eux: un des secrétaires me dit qu'on avoit déjà appris en ville l'attaque et l'assassinat de la légation française par les hussards de Szecklers; que le citoyen Boccardi, ministre ligurien, et son frère, étoient revenus les premiers dans la

ville ; qu'ils en avoient donné la nouvelle, et requis du secours ; et que le corps diplomatique étoit assemblé chez le ministre directorial de Mayence. Bientôt après, la plupart des ministres étrangers vinrent me trouver ; ils me demandèrent des détails sur cet horrible évènement ; je leur en donnai ceux qui étoient à ma connoissance, dans les intervalles où j'étois revenu à moi de la profonde douleur qui m'absorboit. On tâchoit de me calmer en m'assurant qu'on avoit pris toutes les mesures pour trouver les ministres, les sauver avec toutes les personnes de la légation. Mais mon ame n'étoit point accessible à cette assurance ; mon domestique m'avoit dit qu'il avoit vu porter des coups de sabre sur le ministre Jean Debry, et moi-même, en descendant de ma voiture, j'avois vu donner les premiers coups de sabre sur la voiture du ministre Bonnier ; je ne pus donc qu'être convaincu que ces deux ministres n'existoient plus, et je déplorai leur cruel sort. Quant au ministre Roberjot, je n'appris rien de lui ; je me sauvai dans l'intervalle que les hussards assassins arrivoient à sa voiture. La même nuit j'entendis rentrer les voitures. Le lendemain matin on vint m'apprendre que le ministre Jean Debry

étoit sauvé; qu'il étoit rentré en ville, et qu'il se trouvoit chez le ministre prussien, comte de Goërtz; mais on m'apprit en même tems la douloureuse nouvelle de l'assassinat du ministre Roberjot. Je me levai aussi-tôt, et me rendis dans la maison du comte de Goërtz, accompagné du baron de Jacobi, second ministre prussien, et de M. Schweizer, député de Francfort. J'ai trouvé rassemblé là les membres du corps diplomatique qui étoient encore à Rastadt. La première vue du ministre Jean Debry, blessé et défiguré, fit sur moi une impression si profonde, que je ne pus d'abord proférer aucune parole; je l'embrassai et le serrai dans mes bras. Pendant que nous étions chez le comte de Goërtz, on fit les préparatifs convenables pour notre second départ. Je ne pus cacher mon inquiétude sur l'escorte des Szecklers, et je l'exprimai fortement, en déclarant que je ne doutois pas que ces bourreaux n'achevassent leur crime ordonné; c'est avec ce sentiment que je pris congé de tous ceux qui étoient présens, et je remis l'argent que j'avois sur moi, lorsque je me sauvois, à M. de Harrant, major au service de Bade, chargé d'accompagner la légation avec des hussards du margrave, en

le priant de me le remettre si nous avons le bonheur d'arriver au bateau qui nous meneroit à la rive gauche du Rhin, ou de le faire tenir à ma femme et à mes enfans si je suis massacré : il eut la bonté de se charger de ce paquet. Avant notre départ, je fis faire, par le corps diplomatique, une démarche auprès de l'officier - commandant les Szecklers autour de Rastadt, pour ravoir au moins les papiers de la légation ; mais on ne put rien obtenir de lui ; il prétexta qu'il avoit ordre de faire passer tout au quartier-général. Il garda donc la malle qui renfermoit ces papiers, de l'argent et autres effets, mon grand porte-feuille, ceux des ministres et une cassette au ministre Roberjot. Il remit cependant, dans la même matinée, au valet-de-chambre du ministre Roberjot, quelque argent pour la citoyenne Roberjot, et en même tems quelques effets qui m'appartenoient, et que j'avois placés dans mon porte-feuille ; ce domestique, après m'en avoir entendu parler en route, me les donna à notre arrivée à Strasbourg. Le médecin Hang, de Rastadt, visita encore une fois les plaies du ministre Jean Debry, les banda de nouveau, et assura que son état permettoit de le transporter à Strasbourg.

L'escorte des hussards autrichiens et de Bade, et les voitures, étant arrivés devant la maison du comte de Goërtz, nous repartîmes de Rastadt le 10 floréal, sur les deux heures de l'après-midi. M. de Jordan, secrétaire de la légation prussienne, nous accompagna à cheval, vêtu d'un petit uniforme presque pareil à ceux des officiers de Bade, ce qui, vraisemblablement, le fit prendre par les Autrichiens pour un officier du margrave, et lui facilita sa sortie avec nous. Le ministre de Dannemarck vouloit aussi nous accompagner, vêtu de son uniforme, ainsi que d'autres membres du corps diplomatique : mais on refusa de les admettre. Le corps diplomatique s'étoit engagé à rester à Rastadt, jusqu'à ce qu'il fut positivement informé de notre arrivée à la rive gauche du Rhin : et il a tenu parole. Arrivés au village de Plittersdof, sur le Rhin, vis-à-vis de Seltz, des piquets de hussards de Szecklers se présentèrent sous les armes; j'en fus frappé, d'autant plus que mon domestique reconnut et me désigna le hussard monté sur un cheval blanc, qui, la veille, étoit de l'assassinat, l'avoit arrêté et volé lorsqu'il vouloit allumer son flambeau. Au milieu du village, on fit faire halte, et on dépêcha le trompette au

passage du Rhin, pour avertir les pontonniers français de venir à la rive droite; mais pendant un gros quart-d'heure, personne ne fit aucun mouvement sur l'autre rive; cela m'inquiéta beaucoup, vu notre position au milieu des Szecklers; je fis signe au major de Harrant : il vint à ma voiture; je lui dis que tant que les Français n'apperceveroient pas de voitures, ils ne viendroient pas à la rive droite; qu'il falloit donc avancer pour se mettre en vue; il me quitta pour en parler au ministre Jean Debry qui étoit dans la première voiture, et un instant après on avançoit les voitures au bord du Rhin. A peine les Français les eurent-ils apperçues, qu'ils détachèrent les bateaux plats pour venir nous prendre. Nous convînmes qu'on ne mettroit dans le premier bateau qu'une seule voiture, pour y placer le ministre blessé et les citoyennes Debry et Roberjot, afin de les conduire de suite à Seltz; que le ministre ligurien, son frère, le secrétaire et le valet-de-chambre du ministre Jean Debry et moi les suivrions dans le même bateau, et que les autres personnes de la suite attendroient, avec les voitures qui restoient, l'arrivée du second bateau, et passeroient successivement : cela fut exécuté ainsi. Le pre-

mier bateau étant arrivé, le ministre parla à l'officier autrichien, conduisant l'escorte, des Szecklers, à M. de Harrant, major des troupes de Bade, et à M. de Jordan, secrétaire de la légation prussienne; remercia particulièrement les deux derniers de leurs soins généreux. Nous en prîmes congé, et nous nous plaçâmes dans le bateau. Alors je commençois à respirer librement, et j'étois infiniment heureux lorsque nous touchions la terre de France; mon premier mouvement fut de baiser ce sol maternel avec respect et reconnoissance. On fit conduire à l'instant le ministre et les citoyennes Debry et Roberjot à Seltz; je restai au rivage avec le citoyen Belin, secrétaire du ministre Jean Debry, jusqu'à ce que le second bateau fut chargé et en route; nous vîmes que l'escorte autrichienne et de Bade se tenoit toujours sur l'autre rive; enfin nous partîmes de l'île pour aller rejoindre le ministre à Seltz. Chemin faisant, le citoyen Belin m'apprit qu'après avoir été très-maltraité et pillé par les Szecklers, il fut mis dans ma petite voiture, et que pendant qu'il y étoit, ces hussards forcèrent ma malle de derrière, et en jettèrent des papiers; ils la refermèrent ensuite, et elle se trouva sur la voiture au retour à Ras-

tadt. Je dois encore observer que lorsque mon domestique m'eût tiré de ma chaise, il laissa la porte ouverte et penchée sur le siége; les assassins s'en étant approchés, ont porté sur ce couvercle des coups de sabre qu'on y voit bien distinctement.

Strasbourg, le 20 floréal an 7 de la république française une et indivisible.

Signé ROSENSTIEL, *secrétaire de la légation française au congrès de Rastadt.*

DÉCLARATION

Du citoyen BELIN, *secrétaire du citoyen Jean Debry, de ce qu'il a vu et entendu le* 9 *floréal, jour de l'assassinat des ministres plénipotentiaires français, et le lendemain* 10.

LE neuf floréal, dès cinq heures du matin, plusieurs des voitures des ministres français et des personnes de leur suite, étoient chargées. Vers sept heures du soir, les hussards de Szecklers s'emparèrent de la ville de Rastadt : ils étoient, nous disoit-on, au nombre de quatre cents; j'en vis défiler deux compagnies devant le château; chacune d'elles étoit commandée par un officier; elles prirent le chemin qui conduit au Rhin. A sept heures trois-quarts, on sortit du château sans escorte. Les voitures furent arrêtées à la sortie de la ville, du côté de Plittersdorf, et ce ne fut qu'à huit heures trois-quarts, qu'on obtint de continuer la route. Un homme, portant une torche allumée, précédoit les voitures. A cent pas environ du faubourg, le valet-de-chambre du citoyen Jean Debry, qui étoit dans la même voiture que moi, me dit qu'il voyoit des

hussards sur la route : à peine lui avois-je répondu qu'ils étoient là pour reconnoître ceux qui passeroient, que j'entendis prononcer un commandement. Au même instant, beaucoup de ces hussards, descendus de cheval, se précipitèrent vers la voiture du citoyen Jean Debry, en arrachèrent de force la portière de droite. Je fus tiré de la mienne par plusieurs autres, qui me demandoient en mauvais français, si j'étois *le ministre Bonnier*. Ma réponse fut que je n'étois pas Bonnier, que j'étois domestique. Le citoyen Jean Debry étoit tenu par deux des hussards à pied ; un troisième, qui étoit à cheval, lui porta le premier coup de sabre ; son cocher, qui conduisoit la voiture dans laquelle j'étois, m'appela et me dit : *Il est mort.* Je fis des efforts inutiles pour échapper plusieurs fois ; un des hussards, qui me tenoient, appela du secours ; les Szecklers, qui croyoient que j'étois un des ministres, me demandoient si je n'étois pas le ministre Bonnier. Je tentai de nouveau d'échapper ; je fus renversé dans un fossé, traîné par les cheveux, frappé et foulé. Mon chapeau étoit tombé à dix pas de moi ; sur la demande que j'en fis ou plutôt sur ce que je fis entendre que je voulois aller le chercher, j'y

fus conduit. Ce ne fut que le surlendemain 11, que je m'apperçus qu'il avoit été coupé; l'a-t-il été lorsque je l'avois encore sur la tête, ou lorsqu'il étoit à terre? c'est ce que je ne puis affirmer. Chaque fois qu'on me demandoit si j'étois Bonnier, et que j'y répondois négativement, un des hussards qui me tenoit par les cheveux, paroissoit vouloir me rassurer; il me portoit sa main sur la poitrine, comme pour me dire qu'il ne me feroit pas de mal : je suis convaincu que je n'ai été frappé que parce que je voulois me sauver. Tout mon argent me fut volé, je n'ai gardé que ma montre; j'en ai arraché la chaîne des mains d'un des brigands, qui demandoit, en prononçant très-mal, *petit horloge, petit horloge*.

Trois fois, au moins, le même hussard à cheval vint vers moi le sabre levé sur ma tête ou dirigé vers ma poitrine. Il est une observation qu'il n'est pas, je pense, inutile de faire, elle est la preuve très-convaincante que les rôles étoient partagés entre les bandits. C'est que c'est le même hussard (je ne puis dire s'il étoit officier, il n'avoit aucun signe distinctif,) que j'ai vu porter le premier coup aux citoyens Jean Debry et Roberjot. Sa fonction étoit sans doute de

donner le signal de l'égorgement des victimes.

On me fit relever pour être le témoin du massacre du ministre Roberjot ; pendant que les hussards le tenoient par l'habit, d'autres écartoient la citoyenne Roberjot. Le Szecklers, dont je viens de parler, porta le premier coup ; ceux qui étoient à pied le virent se retourner sur le côté, croyant qu'il existoit encore, ils lui portèrent des coups de sabre. Le crâne étoit à quelques pas du cadavre, je vis un Szecklers le ramasser, il me le montra, le porta aux yeux et le mit dans son bredache. Je n'aurois pas cru ce fait si je ne l'avois vu, et je ne le rapporte que parce que je veux être exact.

Lorsque les bourreaux eurent la certitude qu'aucun des ministres ne leur étoit échappé, ils me conduisirent entre quatre hussards à cheval, qui me firent monter dans la voiture du citoyen Rosenstiel, secrétaire de la légation ; elle fut reconduite à Rastadt, sur le bord de la Murg et près de l'auberge de l'Ancre. Après deux heures de travail, exécuté dans le plus grand silence, la chaîne d'une malle, attachée derrière cette voiture, fut brisée ; la malle elle-même enfoncée, presque sans bruit. Je les vis jetter à l'eau beaucoup des

papiers qui y étoient contenus. Pendant cette opération, des Szecklers passoient la main dans la voiture ; quelques-uns y passoient le sabre, que je détournais avec une canne. Tous me demandoient, en langue allemande, de l'argent (*guelte.*) Je donnai à l'un un petit pain et une poire à poudre; croyant que c'étoit une bouteille, il voulût boire, je lui tirai le bras pour l'empêcher. J'avois à craindre qu'il ne pensât que je voulois l'empoisonner, et qu'il ne se vengeât de ce qu'il n'avoit pas ce qu'il croyoit tenir. D'autres prirent une épée et une canne, qu'ils rapportèrent dans la voiture.

Pendant le tems que les hussards enfonçoient la malle, je cherchois à leur échapper. Je ne le pouvois qu'en traversant la Murg, qui étoit à ma droite; à gauche, la voiture étoit contre le mur d'une grange : j'ouvris plusieurs fois la portière de la voiture ; au bruit qu'elle fit, les hussards vinrent pour voir d'où cela provenoit, je recommençai pour les y accoutumer et leur faire croire qu'il venoit des chevaux. Je faisois des efforts pour l'ouvrir une dernière fois, le cocher qui conduisoit cette voiture entendit du bruit, il vint fermer la portière, ou au moins il y porta la main. Ce ne pouvoit être que pour

m'empêcher de sortir. Ce cocher est au service du margrave. Pendant le pillage des papiers, il étoit descendu de cheval, tournoit autour de la voiture, et s'entretenoit avec les pillards. Je le vis même monter deux fois en avant de cette voiture, et fouiller dans des poches de cuir qui pendoient au siège du cocher.

Après le pillage des papiers, la voiture fut reconduite dans la ville; je ne pus en sortir qu'au moment où elle rentroit au château. Je me sauvai chez M. le baron de Jacobi, ministre prussien; beaucoup de membres du corps diplomatique s'y trouvoient; c'est de l'un d'eux que je sus que je n'étois pas le seul qui n'eût pas été massacré. C'est-là que j'appris que les citoyennes Debry existoient encore; je demandai à être conduit auprès d'elles; le ministre Jean Debry avoit été assassiné sous leurs yeux; je l'avois vu frapper et tomber dans un fossé, je ne pouvois leur donner l'espérance de le revoir, mais je voulois partager leurs dangers, s'il s'en présentoit de nouveaux. Je les vis dans un état qu'il est plus facile d'imaginer que de décrire. Elles avoient été reconduites dans l'appartement qu'elles avoient occupé au château. Je leur témoignai mes craintes,

je leur dis qu'elles n'y étoient pas en sûreté ; elles cédèrent aux instances que je leur fis d'en sortir, et à celles de quelques ministres ou envoyés. Madame de Reden monta avec elles dans la voiture de M. de Dohm, et les conduisit chez elle où tous les soins leurs furent prodigués de la part de cette femme généreuse.

M. de Reden avoit passé la nuit avec le corps diplomatique ; il rentra à sept heures, se jetta dans les bras de la citoyenne Debry, et lui dit : Votre mari est vivant, je le quitte il est chez le comte de Goërtz. Je lui demandai si je pouvois aller lui donner des nouvelles de sa femme et de ses filles; il voulut m'y accompagner. Je revis le citoyen Jean Debry, il étoit couvert de sang, percé de plaies : je lui serai la main. Je n'eus pas la force de lui parler, je fus annoncer aux citoyennes Debry qu'elles reverroient leur mari, leur père, et qu'on viendroit les chercher lorsqu'il seroit pansé.

La matinée du 10 se passa à recevoir tous les membres du corps diplomatique restés à Rastadt : on parla du départ. A 10 heures, les voitures étoient encore à l'auberge de la Lanterne, où logeoit le commandant des Szecklers. Ce ne fut qu'après de 11 heures qu'elles

furent ramenées dans la cour du château. J'en fus prévenu ; on n'y avoit laissé que ce qu'on n'avoit pu ou pas voulu emporter : j'en excepte celle du ministre Bonnier, les malles et vaches étoient enlevées ; il n'y restoit qu'un coffre vide et ouvert, des sacs vides et deux tableaux ; l'une des portières étoit brisée.

A midi on s'occupa des préparatifs du départ, les ministres et envoyés n'écoutant que leur dévouement, répondoient sur leurs têtes que les restes de la légation française n'avoient aucun risque à courir : ils n'étoient cependant pas sans inquiétude. Un d'eux à qui le citoyen Jean Debry demanda si on passeroit, lui répondit, d'une voix peu assurée, qu'il croyoit qu'oui, et presqu'au même instant il fit quelques signes de tête à quelqu'un qui se trouvoit près de lui ; ils annonçoient qu'il ne croyoit pas qu'il fût très-sûr de se remettre en route. M. de Harrant, major des gardes du margrave, commanda dix hussards pour escorter ; une escorte de vingt Szecklers, commandée par un officier, étoit sur la place ; elle étoit envoyée par le colonel Barbaczy. On se remit en route à une heure de l'après-midi ; M. de Jordan, secrétaire de la légation prussienne, resta pendant toute la route près des voitures du ministre Jean Debry et

de la citoyenne Roberjot. On reconnu parmi les Szecklers plusieurs des assassins des ministres français. Les voitures s'arrêtèrent à Plitterdorf, où il y avoit un fort détachement des hussards de Szecklers. C'est dans ce moment que je vis un de ceux, faisant partie de l'escorte, ouvrir le bassinet de sa carabine, sans doute pour s'assurer s'il y avoit de l'amorce; il retira une des courroies qui l'attachoit à la selle, je crus qu'il avoit reçu l'ordre de nous fusiller lorsque nous serions sur le Rhin. Enfin, on annonce que les batteliers avancent : les voitures s'acheminent vers les bords de l'eau. Avant de descendre dans les bateaux, le ministre Jean Debry remercia messieurs de Jordan et de Harrant de leur générosité. Il remit à ce dernier une pièce de 48 fr. pour les hussards sous ses ordres; il remit la même somme à l'officier des Szecklers. Celui-ci, après l'avoir montrée à ses hussards, la déposa entre les mains d'un trompette.

Le ministre Jean Debry dit à un Italien, officier des Szecklers, que parmi les objets qui lui avoient été volés, il regrettoit particulièrement quelques portraits. Cet officier, feignant d'ignorer qui lui parloit, demanda au citoyen Jean Debry quel étoit son nom,

pour qu'il put lui renvoyer en France les objets réclamés ; il tira même de sa poche un crayon et un porte-feuille pour l'écrire. Enfin nous descendons dans la barque ; elle quitte la rive droite, et après un trajet d'un quart-d'heure, nous arrivons sur la terre de la liberté. On ignoroit encore, à Seltz, l'affreuse catastrophe du 9.

Je n'ai fait mention dans ma déclaration que de ce que j'ai vu et entendu. La vérité seule ma guidé.

Signé, BELIN.

DÉCLARATION

De Vincent LAUBLIN, *attaché au service du citoyen* BONNIER, *ministre plénipotentiaire de la république française, au congrès de paix, à Rastadt.*

Le neuf floréal, an septième, à sept heures et demie du soir, étant sur la terrasse du château, je vis arriver quatre cents hussards de Szecklers, qui furent de suite distribués en différens postes, et principalement dans toutes les avenues qui pouvoient conduire au château. Un quart-d'heure après, je vis un officier de ce régiment, escorté d'un trompette et deux ordonnances, entrer chez M. le baron d'Albini : il en sortit de suite, précédé de M. d'Albini, et vinrent tous deux chez le citoyen Bonnier. L'officier me demanda *en français où étoit le citoyen Bonnier ;* je lui réponds qu'il n'étoit pas chez lui, qu'il étoit chez ses collègues ; il me demanda quels étoient ses appartemens, et je les lui indiquai : il se retira avec M. le baron d'Albini.

Quelques minutes après, le citoyen Bonnier revint et donna ordre de mettre les chevaux à la voiture. Dans l'intervalle des pré-

paratifs, il retourna deux fois chez ses collègues pour hâter le moment du départ. Il étoit encore chez le citoyen Roberjot, quand un domestique du citoyen Jean Debry vint dire que ce ministre étoit prêt ; en effet, je vis passer sa voiture, suivie de celle de son secrétaire. Le citoyen Bonnier, de retour, partit immédiatement. J'étois sur le siége de sa voiture, conduite par un cocher du margrave. Arrivés à la porte de Rhinau, les voitures furent arrêtées, ainsi qu'une foule de bourgeois qui les accompagnoient.

Le citoyen Bonnier m'envoie à la première voiture pour savoir ce qui se passoit. Au même instant, je vis le secrétaire du baron d'Albini, M. de Meynik, qui vint le prier de patienter un moment, attendu que c'étoit un mal-entendu du factionnaire, qui n'avoit pas compris les ordres, sachant à peine l'allemand.

Le citoyen Jean Debry descendit de sa voiture et envoya son domestique au citoyen Bonnier pour le prier de se rendre avec lui chez MM. d'Elsheim et d'Albini, où ils sont restés une heure environ ; ils revinrent et je fus chercher un verre d'eau au cit. Bonnier, qui se trouvoit indisposé.

Pendant l'absence des ministres, un cocher

qui avoit été au service de Metternick, vêtu d'un frac gris, d'un chapeau rond, parlant hongrais et allemand, rodoit autour des voitures avec un hussard des Szecklers, auquel il disoit : *Voilà la voiture de Jean Debry, voilà la voiture de Bonnier, voilà la voiture de Roberjot.*

J'entendis quelqu'un, que je ne pus connoître, qui demanda si les ministres étoient dans leurs voitures, qu'ils pouvoient passer sans crainte, que rien ne leur arriveroit sur la route. M. de Meynick, secrétaire de la légation d'Empire, donna la main au citoyen Bonnier, lui souhaita un bon voyage, en lui réitérant qu'il n'y avoit rien à craindre.

La garde de la porte ne laissa sortir que les ministres français et ceux de leur suite : tout ce qui ne leur appartenoit pas étoit arrêté et forcé de rester dans la ville.

Quelques flambeaux éclairoient foiblement le cortège.

A peine la première voiture étoit arrivée au pont de Rhinau, que des hussards de Szecklers, au nombre de sept à huit, crièrent au postillon, arrête; et demandèrent où étoit Bonnier. Le cocher de Metternick, qui se trouvoit parmi eux, répondit, *ce n'est pas Bonnier*, c'est Jean Debry; c'est égal, di-

rent-ils, qu'il sorte de sa voiture. Aussi-tôt ils l'environnèrent; le ministre leur présenta son passe-port qu'ils déchirèrent; il fut arraché de sa voiture et frappé de coups de sabre. Je vis au même instant accourir un hussard à cheval qui lui porta plusieurs coups qui le firent tomber sur le bord du fossé. J'entendois les cris des femmes qui étoient dans la voiture.

Pendant cette scène, plusieurs hussards s'approchèrent de la seconde voiture où étoit le secrétaire du citoyen Jean Debry et son valet-de-chambre : celui-ci fut poussé dans la Murg, et le secrétaire qui faisoit des efforts pour se dégager et porter des secours à ce citoyen, fut retenu, frappé et dépouillé.

Je sautai à bas du siége et fus à la portière dire au cit. Bonnier de se sauver, que l'on assassinoit, que le cit. Jean Debry étoit déjà tué: il me répondit que cela n'étoit pas possible; cependant entendant les cris des personnes qui étoient dans les premières voitures, il me dit de lui ouvrir la portière; mais nous étions déjà environnés par 14 à 15 hussards, criant en langue allemande : *sortir de voiture vîte*. Les portières furent brisées, et deux hussards l'arrachèrent de sa voiture et le renversèrent à coups de sabre; ils lui coupèrent

le cou, montèrent à quatre sur son corps, le percèrent de coups de pointe, lui brisèrent les côtes, le mutilèrent de toutes manières; d'autres, pendant ce massacre, pilloient et brisoient la voiture, me frappoient et me dépouilloient.

Je fis un effort et m'échappai de leurs mains. Je courus pour me jetter dans la Murg; m'apercevant que je n'étois pas suivi, je rentrai dans Rastadt, en suivant le canal. Pendant tous ces événemens, qui s'étoient succédés avec la rapidité de l'éclair, un officier de ces hussards, dont je ne puis déterminer le grade et qui sembloit diriger le massacre, crioit en allemand : *Hâchez ces coquins de patriotes! hâchez !*

Rentré à Rastadt, je fus chez M. le baron de Jacobi, qui n'étoit pas chez lui; son valet-de-chambre me conduisit avec le citoyen Boccardi, qui arriva au même instant, chez M. le comte de Goërtz, où étoient plusieurs autres ministres, auquel je rendis compte de ce que j'avois vu : M. le baron de Vrintz me dit de me taire, si je n'étois pas sûr de ce que j'avançois. Alors ils me tirèrent en particulier et ne doutèrent plus de rien, quand je leur montrai mes bottes et mes vêtemens couverts du sang du citoyen Bonnier. Ils se

cachèrent le visage de leurs mains en criant, *est-il possible*; et sortirent pour aller porter du secours.

Je sortis à la suite du ministre de Bremen-Hanovre, qui fut avec son domestique conduire le citoyen Boccardi chez M. Mayer, où se trouvoit le citoyen Rosentiel qui avoit perdu connoissance. Je descendis et me plaçai près du mur du quartier qu'habitoit le baron d'Elsheim, et de-là je vis arriver la voiture de la citoyenne Roberjot; elle étoit accompagnée de quatre hussards. Le comte de Goërtz et plusieurs autres ministres, voulurent la faire descendre pour la conduire chez M. de Jacobi; les hussards s'y opposèrent, en la menaçant de leurs sabres et disant en allemand qu'ils avoient ordre de la conduire chez M. Boulgarde, leur commandant. Dans le même moment arrivèrent un officier de Szecklers et le major Harrant, qui s'adressèrent à M. de Goërtz; et après quelques pour-parlers la citoyenne Roberjot fut transportée chez le baron de Jacobi, et les voitures conduites chez le commandant.

Je me retirai chez un nommé Zairier, négociant à Rastadt, où je fus accueilli et où je restai jusqu'au jour; et en sortant, je rencontrai le fils d'un chirurgien, nommé Peiks,

qui me dit, ainsi qu'à plusieurs autres personnes de la ville, que les hussards cherchoient encore le citoyen Jean Debry; qu'ils n'avoient égorgés que deux ministres, qu'il en falloit trois; qu'on avoit été sur la place où étoit tombé le troisième, qu'on y avoit bien vu du sang, mais qu'on n'avoit pas trouvé le corps.

Un cordonnier qui avoit autrefois travaillé à Paris et qui entendoit le français, prêta au citoyen Jean Debry un moucheoir pour essuyer le sang et la boue dont son visage étoit couvert, lorsqu'à la faveur de la foule et de la pluie, il rentra dans Rastadt sans être apperçu par les Szecklers. Ce qui ayant été rapporté, cet homme fut arraché de sa maison par quatre hussards qui menaçoient de le tuer; il fut conduit à leur commandant et de-là en prison.

Les Szecklers montroient aux habitans leurs sabres encore teints de sang, se faisant gloire d'avoir assassiné les ministres français, enrageant de ce que Jean Debry avoit pu échapper, croyant l'avoir laissé mort dans le fossé.

J'ai vu le domestique de Metternick, qui n'avoit pas quitté les hussards pendant leur expédition, entrer dans différentes maisons

pour y échanger contre de l'or l'argent qu'il avoit volé.

La consternation étoit générale à Rastadt; les habitans manifestoient publiquement leur indignation. Les uns pleuroient, d'autres ne pouvoient croire à la possibilité d'un forfait aussi inoui.

Ne sachant rien de ce qui se passoit dans l'intérieur du château, je m'attendois toujours à repartir avec la voiture du citoyen Bonnier, quand j'appris à une heure que le citoyen Jean Debry, escorté des mêmes hussards qui l'avoient assassiné la veille, sortoit de Rastadt. Je courus pour le suivre; mais arrivé trop tard la garde m'empêcha de sortir, me disant qu'elle avoit ordre de ne laisser sortir personne.

Je restai à Rastadt, et j'entendis plusieurs bourgeois dire que le citoyen Jean Debry seroit assassiné.

Sur les six à sept heures du soir, les bourgeois furent enlever et inhumer les corps des citoyens Bonnier et Roberjot.

Je fus chez M. le baron d'Elsheim, qui me donna un ordre pour Calshruhe, où je restai un jour; et là j'obtins du margrave un passeport pour me rendre à Stuttgard, où j'en reçus

un autre des magistrats, avec lequel je me rendis à Francfort.

Je fis cette route avec les secours que je reçus du margrave, du citoyen Strik, ministre batave, et du citoyen Bacher, chargé d'affaires près la diète de l'Empire germanique.

Certifié conforme à tout ce que j'ai vu et entendu.

Signé, Vincent LAUBLIN.

DÉCLARATION.

Des citoyens Joseph Venon, *homme de confiance du citoyen* Roberjot, *ministre plénipotentiaire de la république française au congrès de Rastadt, et* Pierre Rozier, *maître d'hôtel du même ministre.*

Le neuf floréal an sept, entre neuf à dix heures du soir, à une portée de carabine de la ville de Rastadt, un détachement du régiment de Szecklers, hussard, au service de l'Empire, s'est porté à la plus grande barbarie sur les trois ministres, Bonnier, Jean Debry et Roberjot. Etant à la voiture du citoyen Roberjot, en ma qualité, et le citoyen Rozier ayant été attaqué le premier, on lui a enlevé sa montre et son sac de nuit qu'il évalue, y compris sa montre, à la somme de 1200 fr. De suite ils ont pris à moi, Venon, mon manteau, ma montre, mon sac de nuit, contenant des effets et vingt-six louis en argent écus. Un maréchal-des-logis ou brigadier dudit régiment, a saisi le citoyen Roberjot au collet et lui a demandé s'il étoit le ministre Roberjot; il lui a répondu avec fermeté, oui; de suite son épouse et moi avons été saisis au

collet, par les hussards, qui lui ont demandé par trois fois êtes-vous bien Roberjot; ayant répondu, ainsi que son épouse et moi, oui, dans l'instant le maréchal-des-logis a crié, et a donné un coup de sabre au citoyen Roberjot, qui lui a abattu presque la tête : les hussards qui tenoient son épouse et moi n'ont pas voulu nous lâcher que quand ils eurent assouvi leur rage. Un hussard a de suite porté deux coups de sabre à la citoyenne Roberjot; le premier a frappé sur l'impériale de la voiture, et le second que j'ai paré sur le bras droit sans m'avoir blessé. J'ai pris de suite la citoyenne Roberjot et l'ai mise dans sa voiture, ainsi que moi : tous les autres Français étant échappés à leur fureur. J'ai resté seul avec la citoyenne Roberjot et ces bourreaux jusqu'à minuit. Le lendemain matin, le sous-officier qui m'avoit pris le soir au collet, m'a remis un sac de 2,400 fr. et 43 louis en argent.

Je certifie la présente déclaration sincère et véritable, que j'ai signée, ainsi que Rozier.

A Strasbourg, le 12 floréal an 7.

Signé, VENON et ROZIER, maître d'hôtel.

DÉCLARATION

De François - Jean - Claude DESMONT, *valet-de-chambre du citoyen* Jean DEBRY, *ministre plénipotentiaire de la république française, au congrès de Rastadt, de ce qui s'est passé au départ des ministres et de leur suite, le 9 floréal an 7.*

Nous sommes montés en voiture très-précipitamment dans la cour du château de Rastadt : il étoit environ six heures et demie. La voiture du ministre Jean Debry marchoit la première ; il étoit accompagné de son épouse, de ses deux filles aînées ; nous suivions sa voiture dans un cabriolet, où j'étois assis à la gauche et le citoyen Belin, secrétaire du ministre, étoit à la droite ; et la troisième voiture qui nous suivoit, étoit celle du citoyen Bonnier. Nous arrivâmes à la barrière où on nous empêcha de sortir ; on vint même chercher le citoyen Jean Debry, et j'ignore où il a été, attendu que je ne suis pas sorti du cabriolet. Le cortège étoit long ; il étoit environ neuf heures et un quart quand on l'a fait partir ; il faisoit très-nuit ; on voyoit les hussards qui voltigeoient autour des voitures ; il y avoit trois ou quatre flambeaux

qui accompagnoient. Arrivés hors des faubourgs, à deux portées du fusil plus loin, j'apperçus un grouppe de ces scélérats, hussards, qui tombèrent aussitôt sur la voiture du ministre Jean Debry, et fondirent sur moi, m'ôtèrent des mains un paquet de pipes de terre qui appartenoit au ministre, les ont cassées, et de-là m'ont attrapé par les cheveux et jeté en bas du cabriolet, m'ont relevé et m'ont demandé si j'étois Bonnier; je leur ai dit que non : ils m'ont quitté et se sont jetés sur la voiture du ministre Bonnier. Deux autres m'ont pris par le col, m'ont mené sur le bord de la rivière qui étoit aux environs de huit à dix pas de l'endroit où on égorgeoit, m'ont ôté mes souliers, mon chapeau, mon mouchoir de poche, m'ont arraché la queue, fouillé dans mes poches, m'ont pris tout mon argent, qui consistoit en une somme de quatre louis et demi, et m'ont poussé dans la rivière, dont je ne sais pas comment je me suis retiré; je ne pouvois rien voir, mais j'entendois tous les massacres, les cris les plus horribles; enfin à force de mal et de peine, toujours dans l'eau jusqu'au milieu du corps, j'ai eu le bonheur de me retirer, de me sauver et d'entrer chez un pauvre malheureux qui ma donné les secours qu'il pouvoit, jusqu'au

lendemain matin, que je pus parvenir à faire dire chez M. le comte de Goërtz où j'étois, et m'informai de tous nos infortunés ministres. Il est venu un secrétaire de M. le comte de Goërtz, accompagné d'un brigadier de ces hussards barbares, qui me conduisirent près de mon malheureux maître, que j'ai trouvé dans la plus affreuse douleur, couvert de coups de sabres, entouré de tous nos compagnons d'infortune dans la plus grande désolation; enfin c'étoit le tableau le plus touchant que l'on puisse voir. Après avoir reçu beaucoup de soins, nous nous sommes encore hasardés à repartir, car nous ne pouvions plus compter sur la parole de pareils scélérats; mais enfin la Providence nous a accompagnés; nous sommes arrivés heureusement à Seltz; nous nous sommes trouvés très-heureux.

J'atteste ma déclaration sincère et véritable.

Signé, JEAN-CLAUDE DESMONT, *valet-de-chambre du citoyen* Jean Debry.

DÉCLARATON.

Du citoyen HARDY, *chef de cuisine du citoyen* ROBERJOT, *ministre plénipotentiaire de la république française, au congrès de Rastadt, sur ce qui s'est passé au départ des ministres plénipotentiaires, le 9 floréal an 7.*

Je déclare qu'un brigadier de Szecklers, après m'avoir demandé qui j'étois, je lui ai répondu que j'étois le chef de cuisine du ministre Roberjot; à cet effet, il m'a remis entre les mains une carte sur laquelle étoient les noms des ministres Bonnier, Jean Debry et Roberjot.

Signé, HARDY.

DÉCLARATION

Faite par le citoyen Emmanuel Siegrièst, *cocher du citoyen* Jean Debry, *ministre français au congrès, à Rastadt, sur l'assassinat et le pillage commis par les troupes autrichiennes, sur les ministres français quittant le congrès de Rastadt, dans la nuit du* 9 *au* 10 *floréal de l'an* 7 *de la république française une et indivisible.*

Je soussigné déclare que le neuf floréal, à sept heures du soir, je suis parti du domicile du ministre Jean Debry, avec une voiture, dans laquelle se trouvoient les citoyens Belin, secrétaire dudit ministre, et Desmont, valet-de-chambre du ministre. Arrivé à la barrière, dite de la Rhinau, à la porte de Rastadt, le poste, fort environ de vingt-quatre hussards du régiment de Szecklers, nous arrêta : on en demanda la raison ; enfin, à neuf heures, le brigadier nous dit de partir ; pendant ce tems plusieurs envoyés et ministres parlèrent à nos ministres, et leur assurèrent toute sûreté. A peine fûmes-nous éloignés à une portée de fusil de la ville de Rastadt, que je vis sortir du bois

au moins soixante à soixante-dix hussards du régiment de Szecklers, moitié à pied, moitié à cheval, qui, en s'approchant, crièrent en allemand : halte ; une personne avance, et demande après Bonnier, Roberjot et Jean Debry ; trois hussards à pied tombent sur la première voiture, dans laquelle se trouvoient le citoyen Jean Debry, son épouse et ses deux filles ; ils ouvrent de force la voiture, et sur leur demande, le citoyen Jean Debry répond : *je suis le ministre Jean Debry ;* sur cela ils l'arrachèrent hors de la voiture, et le tinrent au collet ; sur cela, conduisant la seconde voiture, je parlai à ces trois hussards, dont deux parloient allemand et le troisième hongrois, leur disant : le citoyen Jean Debry est un brave homme ; je vous prie, ne lui faites pas de mal ; tâchez de le sauver. En ce même moment, vint un hussard derrière moi, tombe sur le ministre, et lui donne plusieurs coups de sabre qui le renverse dans le fossé, et, le croyant mort, ils s'approchèrent de ma voiture, me tirèrent par les cheveux ; d'un côté, le secrétaire, et de l'autre, le valet-de-chambre ; le premier s'est caché dans les bruyères, et l'autre s'est sauvé dans la rivière la Murg.

Pendant ce tems, le ministre Jean Debry

recouvrant ses forces, se sauva dans le bois; un moment après, ils tirèrent des voitures aussi l'épouse du citoyen Jean Debry et ses deux filles, et commencèrent à piller nos deux voitures. Plusieurs hussards cherchant le corps du citoyen Jean Debry dans le fossé, pour voir s'il étoit mort, et ne le trouvant pas, ils ont parlé hongrois, ce que je n'ai pas compris.

Ayant resté toujours sur les chevaux, voyant qu'on ne faisoit pas de mal aux cochers du margrave, qui conduisoient d'autres voitures, je répondis à deux hussards qui vinrent me demander en allemand à qui j'appartenois, je suis cocher du margrave de Bade; alors un hussard dit qu'ils ont ordre de ne rien faire aux cochers du margrave.

Ces hussards, croyant l'ordre donné exécuté, firent partir les voitures par derrière Rastadt, et nous arrivâmes vers les deux heures du matin à la porte de Rastadt. Un major du margrave de Bade se présenta, et dit aux hussards qui nous escortoient de faire entrer ces dames à Rastadt pour les soigner; cela fait, la citoyenne Jean Debry et ses deux filles descendirent chez l'envoyé d'Hanovre, et la citoyenne Roberjot chez M. Jacobi, ambassadeur de Prusse. Nos équipages

furent escortés, quoique vides, jusqu'à la porte de Carlsruhe ; là, on donna les ordres d'ôter les chevaux, et laisser les voitures sur la place. Pendant l'assassinat et le pillage, aucun officier ne se laissa voir : le lendemain, 10 floréal, on donna l'ordre dans la matinée de conduire les voitures dans la cour du château, et puis on commanda de tenir la voiture prête pour partir à une heure après-midi ; à laquelle heure nous partîmes aussi, escorté de vingt-quatre hussards, presque tous les mêmes qui ont commis dans la nuit ces meurtres ; deux officiers et un trompette, accompagnés en outre d'un major et six hussards du margrave de Bade, arrivés au bord du Rhin au moment que le citoyen Jean Debry et la citoyenne Roberjot entroient au bateau, un officier hussard, parlant italien, leur souhaita un bon voyage.

J'ai observé en outre qu'il n'y avoit pas un seul soldat qui parlât français ; et en retournant à Rastadt, nous avons vu les deux corps mutilés de nos deux malheureux ministres sur la grande route.

Voilà tout ce que j'ai vu et puisse déclarer vrai, sur mon ame et conscience en bon républicain.

Strasbourg, ce 14 floréal de l'an 7 de la république française une et indivisible.

Signé EMMANUEL SIEGRIÈST, *cocher du citoyen Jean Debry.*

Ensuite est écrit :

P. S. Je déclare en outre que j'ai perdu la moitié de mes effets.

DÉCLARATION

Faite par JEAN-FRANÇOIS TROYON, *natif de Renwé, département des Ardennes, cocher du citoyen Bonnier, ministre français, sur l'assassinat et pillage commis par des hussards autrichiens sur les ministres français, partant du congrès de Rastadt, dans la nuit du neuf au dix floréal de l'an septième de la république française, une et indivisible.*

Je soussigné déclare avoir remarqué qu'environ cent hussards du régiment de Szecklers, filèrent près du château de Rastadt, vers la côte de Rhinau, entre six à sept heures du soir le neuf floréal. Aussi-tôt, on pressa le départ des ministres, qui sont montés en voiture, ayant entendu dire que tous les postes à l'entour de Rastadt étoient gardés par des hussards autrichiens. Le citoyen Jean Debry partit le premier dans une voiture, laquelle étoit suivie par un cabriolet dans lequel se trouvoient son secrétaire et le valet-de-chambre; après vinrent les voitures des citoyens Bonnier et Roberjot: arrivant à la barrière de la ville, les Autrichiens les arrêtèrent, et on resta à-peu-près

deux heures ; les ministres descendirent de la voiture, et j'ignore où ils allèrent ; revenus, ils montèrent dans leurs voitures ; ayant resté là un moment, on donna l'ordre de partir ; en passant, je remarquai que plusieurs chevaux d'hussards étoient attachés aux palissades, dont les cavaliers étoient absens, et seulement quelques hommes pour les garder. Eloignés à-peu-près de trois cents pas de la ville, tout d'un coup on arrête les voitures ; me trouvant derrière celle du citoyen Bonnier, je saute en bas et m'approche du ministre ; en même tems j'entendis demander en allemand : *Où est Bonnier ?* et neuf à dix hussards à pieds montèrent sur les roues de la voiture, et crièrent, *herans*, en allemand (dehors), et ne donnèrent pas le tems de descendre, ils cassèrent les vitres de tous côtés ; le valet-de-chambre, qui étoit à côté de moi, ouvrit la portière, et dans ce moment les hussards le prirent au collet ; le ministre s'écria : *Que me voulez-vous ? je suis ministre français.* Ils le tirèrent hors de la voiture et le poignardèrent de suite au bas de la voiture ; je fus séparé de lui, ainsi que son valet-de-chambre, et on me jeta du côté de la rivière, en me désarmant, ayant un sabre ; m'approchant un

moment après vers le citoyen Bonnier pour lui donner quelques secours, je le trouvai mort, et les hussards à l'entour des voitures, pillant les effets, et d'autres s'amusant d'une cruelle manière à piquer avec leurs sabres le corps du malheureux ministre. Voyant que je ne pouvois plus être propre à secourir ou sauver quelques effets, et ne pouvant résister aux cris effrayans des épouses et enfans des ministres, j'apperçu deux hussards s'approcher de moi, qui me firent beaucoup de caresses en me prenant ma montre et environ sept à huit pièces d'or de vingt-quatre francs chacune, et une partie de mes effets, je me sauvai vers la ville, et arrivé aux barrières on me refusa l'entrée; mais connoissant les environs de Rastadt, j'en fis le tour et entrai par l'Arquebuse, où j'ai trouvé une garde de hussards qui m'arrêtèrent et me conduisirent dans une maison à côté; ils demandèrent à la femme si elle me connoissoit, et sur la réponse qu'oui, qu'elle m'avoït vu plusieurs fois au château, on commença à me fouiller de nouveau, et m'enlevèrent le reste que les précédens m'avoient laissé, et me laissèrent aller.

Courant chez M. de Jacobi, ministre prussien, j'apperçu un moment après arriver les

équipages des ministres, et j'appris que le citoyen Rosenstiel, secrétaire de la légation française, venoit de descendre chez M. d'Édelsheim, ministre du margrave de Bade ; j'ai voulu me présenter chez lui pour voir si je lui pouvois être utile, ou s'il étoit blessé; mais on me répondit que non, et que je ne pourrois pas lui parler dans le moment, étant fort incommodé. J'ai passé la nuit dans cette maison, et me rendis, vers les huit heures du matin, au château, pour savoir l'heure du départ; un garde de police m'instruisit que les trois ministres français ont dûs être assassinés; alors on me dit qu'on partoit à une heure après-midi; ce qui arriva effectivement, et nous fûmes escortés par des hussards autrichiens du régiment de Szecklers, deux officiers et un trompette du même régiment, ainsi qu'un major et six hussards du margrave de Bade.

Voilà tout savoir déclarer, certifiant dire la vérité, et ai signé.

Strasbourg, ce 14 floréal an 7 de la république française une et indivisible,

Signé, FRANÇOIS TROYON.

DÉCLARATION

Du citoyen RIBAIL, *cuisinier du ministre* JEAN DEBRY, *de ce qui lui est arrivé à la suite de la légation française, en partant de Rastadt, le 9 floréal, à sept heures et demie du soir, jusqu'au lendemain à deux heures du matin.*

La sixième voiture de la colonne des ministres français qui les suivoient, étoit la mienne ; ma femme et mes filles y étoient ; le cuisinier du ministre Bonnier étoit sur le siége de cette voiture à côté du cocher, et sa fille de cuisine dans la voiture avec nous.

Il étoit neuf heures lorsque l'on nous fit faire halte au milieu de l'allée qui va à la Rhinau. Peu de tems après, les hussards qui nous suivoient se mirent à voltiger de tous côtés, et bientôt des cris terribles se firent entendre à la tête de la colonne où étoient les ministres. Je sortis bien vîte de la voiture pour entendre de plus près, quelle pouvoit être une pareille alarme. Mais tout-à-coup un hussard, me demandant si c'étoit Bonnier et Jean Debry, je lui fit comprendre que nous étions de la suite des ministres. Il vint

un autre hussard, qui, le pistolet sur la gorge, me demanda ma montre; je lui donnai, et il s'enfuit. Un second et un troisième revinrent sur moi, en me demandant de l'argent, je leur en donnai; ils me laissèrent, ne pouvant aller en avant ni en arrière. Mes équipages étoient derrière; nous sur une autre voiture, avec quatre chevaux, je voulois faire tourner les chevaux du côté de la ville; mais le cocher qui les conduisoit, s'étoit sauvé. Je pris la résolution de rentrer alors dans la voiture où étoit ma famille; et dans ce même moment je vis beaucoup de monde à pieds qui se sauvoient à toutes jambes, et qui crioient : *Sauvez-vous, on tue tout le monde.* Nous restâmes tous comme mort dans la voiture à cette triple alarme. Il étoit dix heures sonnées, lorsque des hussards firent tourner les chevaux du côté de la ville et dirent : *marche.* L'on nous conduisit, au pas, vers le bord de la rivière; nous étions près de l'Ancre, lorsque l'on nous fit faire *halte.* L'on nous laissa dans cette situation jusqu'à une heure du matin, sans savoir ce que nous deviendrions. Il y avoit un homme qui n'étoit pas militaire qui s'approcha de notre voiture, il avoit avec lui deux hussards : ils nous apprirent l'épouvantable nouvelle que les mi-

nistres français étoient morts ; ce coup acheva de nous ôter le peu de forces qui nous restoient ; il nous conduisit de suite au château. Les voitures ne furent pas plutôt entrées dans la cour qu'on les retoura , pour nous conduire au corps-de-garde qui se trouve vis-à-vis la Lanterne de Carlshuhe. Arrivés à la porte , nous y trouvâmes une forte garde , dont la plupart avoient des flambeaux à la main : nous reconnûmes , à la clarté des lumières , toutes les voitures de la légation. L'on étoit à dételer les chevaux du margrave qui les avoient conduite , et nous vîmes des hussards qui dépouilloient encore les voitures des ministres. Nous étions toujours dans la nôtre avec la même épouvante d'être égorgés ou emmenés plus loin. Au bout d'une demi-heure , un caporal du margrave s'approcha de nous , et nous demanda qui nous étions ; nous répondîmes que nous appartenions au ministre Jean Debry : il nous dit qu'il ne nous seroit rien fait ; que nous pouvions passer le reste de la nuit au château , et que nos effets ne seroient point pillés , dix minutes après , les hussards de cette garde avec leur officier , nous donnèrent l'ordre de descendre de la voiture , et nous fit conduire au château par deux soldats du margrave ,

qui nous traitèrent avec humanité, et nous passâmes le reste de cette fatale nuit dans les angoisses les plus cruelles. A huit heures du matin, le 10, je rencontrai le cocher de notre maître, qui m'apprit l'heureuse nouvelle que le ministre étoit échappé à la fureur des brigands; qu'il étoit chez M. le comte de Goërtz, ministre prussien; j'y courut, et j'entre dans la chambre de notre ministre, que j'ai trouvé accablé sous le poids de ses blessures, dans une situation à arracher le cœur de l'homme le plus barbare : sa chère épouse et ses deux demoiselles, autour de sa personne, fondoient en larmes. Le ministre me présente la main, que je serrai avec transport; chacun le regardai; tout le monde étoit immobile : je me suis retiré le cœur navré d'une douleur qui se renouvelle à chaque instant. En sortant de la maison, j'ai rencontré, dans un état le plus touchant, le valet-de-chambre du ministre Jean Debry, qui sortoit de sa captivité, après avoir échappé à la mort. Le maître d'hôtel du ministre Roberjot et son cuisinier étoient avec lui lorsqu'ils sont rentrés en ville, à la suite de cet horrible forfait.

Le même jour, à deux heures de l'après-midi, le ministre est parti avec le reste de la légation française, sous une nouvelle es-

corte, et nous sommes arrivés en France sans autres accidens nouveaux, ce que nous redoutions beaucoup, tant que nous avons eu avec nous, pour avant et arrière garde, de nos assassins, qui nous avoient égorgés la veille.

Signé, RIBAIL.

Plus bas est écrit : " J'étois présent à tout „ ce qui est détaillé dans la présente dépo- „ sition. „

Signé, LENOIR, *cuisinier du ministre Bonnier.*

EXTRAIT

D'une lettre du citoyen BOCCARDI, *ministre plénipotentiaire de la république ligurienne, au citoyen directeur Treilhard, sur l'affreux assassinat de Rastadt.*

Il n'en coûte pas peu à mon cœur, citoyen directeur, de vous retracer ici quelques détails de l'affreux assassinat dont j'ai été témoin en partie, et dont j'ai failli être une des victimes.... Je m'empresse cependant de vous satisfaire.

L'entrée dans Rastadt de quatre cents hussards de Szecklers suivit de près la sommation qui fut faite à vos ministres, le neuf floréal à sept heures du soir. Une heure après nous montâmes en voiture ; arrêtés sur la place de Rastadt, vos ministres descendidirent, et, par l'entremise de M. d'Albini, on obtint du commandant autrichien une réponse écrite, portant : " Que les ordres étoient donnés pour laisser sortir la légation et pour que son passage fût libre et sûr jusqu'au Rhin ; qu'elle ne rencontreroit pas même une patrouille, et que ce seroit faire tort à l'armée impériale de demander une escorte. „

Remontés en voiture, nous sommes arrêtés de nouveau à la barrière, où les ordres n'étoient par encore parvenus à la garde, ou plutôt tout n'étoit pas encore près pour notre massacre.

Pendant cet intervalle, je vois un hussard me remarquer attentivement; un homme enveloppé d'une houpelande grise s'en approche, lui parle à l'oreille, en me fixant tous deux. Mon frère saisit le dernier mot de leur entretien, *ligurichen,* (ligurien.) L'homme à houpelande a été vu avant l'assassinat par le citoyen Jean Debry, et les dometiques ont dit qu'il étoit au service de M. de Metternich.

Le ministre de Baden parvint au bout d'une demi-heure à faire lever les difficultés. Nous partons. A cinquante pas de Rastadt, les voitures s'arrêtent. J'entends, je vois ce que je ne puis vous exprimer assez : les premières voitures investies par les hussards, le sabre à la main, plusieurs se saisissent des flambeaux ; j'entends les coups de sabre sur les voitures, sur les personnes, les hurlemens des assassins, les cris des victimes. Mon frère, témoin de cette scène, s'écrie: Nous sommes assassinés! fuyez dans le bois. Je m'évade ; appercevant des hussards, je

me sauve du côté opposé et regagne la chaussée. Mon frère me rejoint, nous arrivons à la barrière, et, à la faveur des ténèbres, nous passons sans être vu. Nous volons à l'instant chez M. de d'Elsheim, où nous trouvons MM. Mayer et de Drais. Voilà, lui dis-je, les débris d'un affreux assassinat. Je commençois à peine le récit, que le valet-de-chambre du malheureux Bonnier entre, nous dit avoir vu tomber son maître sous le fer des assassins. Je presse M. de d'Elsheim de prendre des mesures pour sauver mes compagnons d'infortune. Il donne des ordres, chacun court de son côté. Bientôt le corps diplomatique est réuni au *cazino*. On envoie chez le commandant autrichien demander du secours. Le barbare s'y refuse : il n'a permis que plus tard au brave major de Harrant de sortir avec quelques hussards. Celui-ci est arrivé que tout étoit consommé. Il ne put que faire ramener les voitures dans lesquelles étoient les citoyennes Debry et Roberjot entourées de hussards. M. de d'Elsheim se présente à la portière ; il est repoussé et menacé par ces barbares. MM. de Rosenkrantz, de Bray, Otlon de Gemingen, franchirent tous les obstacles, et portèrent l'infortunée femme de Roberjot chez le ministre de Prusse. Les

citoyennes Debry, ramenées au château, en furent tirées et conduites chez madame de Reden.

Vous apprendrez du citoyen Rosenstiel les dangers qu'il a couru. Vous savez aussi, citoyen-directeur, que le ministre Jean Debry doit sa vie à un prodige. Sans tout ce qui lui garantit la tête, sans l'épaisseur de ses vêtemens qui amortirent plusieurs coups mortels, notamment celui qui devoit lui faire sauter la tête; enfin, sans une présence d'esprit inconcevable, il ne se seroit point sauvé des dangers imminens qu'il a couru pour sa vie. Errant dans le bois pendant cette nuit affreuse, étendu dans la boue, càché dans un buisson ou dans le creux d'un arbre, au bruit des patrouilles, il en sort à sept heures du matin, quitte le bois, se mêle parmi des paysans (1), se glisse dans la ville, arrive en courant chez le comte de Goërtz,

(1) Le citoyen Jean Debry, se sauvant le lendemain de cette nuit affreuse, alla à la rencontre de deux paysans qui s'acheminòient vers Rastadt. Leur ayant fait comprendre qu'il étoit un des ministres français qui avoient été assassinés la veille, il obtint de se placer au milieu d'eux pour entrer dans la ville, moins exposé à être remarqué par les hussards de Szecklers,

sans chapeau, sans col, couvert de plaies, de sang, de boue et tout défiguré.

Vous savez comment Bonnier a été massacré. Le citoyen Roberjot étoit descendu de voiture avec son épouse; ils vinrent jusqu'à la mienne qu'ils trouvèrent abandonnée, ils avoient rejoint la leur dans laquelle ils alloient remonter; lorsque les assassins tombèrent sur lui. Ils lui demandèrent s'il est ministre français; il répond : *oui*. Il dit son nom, son épouse, ses domestiques le confirment; il croit trouver là sa garantie, comme l'avoient pensé ses collègues: il y trouve la mort. Son épouse veut le couvrir de son corps les barbares l'en empêchent, la tiennent et l'obligent à être témoin du massacre de son mari.

Le corps diplomatique resta en séance toute la nuit. Il écrivit une lettre énergique au colonel Barbaczy, lui mandant qu'après un forfait si inoui, il ne vouloit plus demeu-

---

qui en gardoient les barrières. Ces deux paysans ont été arrêtés un moment après dans Rastadt par les hussards de Szecklers. M. d'Edelsheim, ministre d'état de Baden n'est parvenu à les faire mettre en liberté qu'en menaçant le commandant autrichien des suites les plus funestes qu'auroit pu entraîner son refus.

rer un seul instant dans un endroit qui avoit été souillé par un si grand crime, qu'ils vouloient partir tous ; mais qu'avant tout, ils demandoient formellement que les débris de la légation française et de la ligurienne fussent escortés et mis en sûreté sur les frontières de la France ; le colonel Barbaczy promit et s'y engagea par écrit. Je ne pus pas m'empêcher de dire que nous ne pouvions voir, sans frémir, notre vie confiée de nouveau à ceux même qui avoient été tout-à-l'heure nos assassins. J'ai su que le citoyen Jean Debry avoit fait la même observation (1).

Le corps diplomatique avoit prévu nos justes inquiétudes, et pour les calmer il avoit

---

(1) Des nouveaux renseignemens venus de Rastadt, prouvent que les Autrichiens avoient le projet, le lendemain de l'assassinat, de massacrer les débris de la légation française et de la ligurienne. Telle étoit au moins l'opinion qu'on en avoit assez généralement à Rastadt, d'après plusieurs conjectures.

Aussi-tôt que l'on sut que le citoyen Jean Debry s'étoit sauvé dans la maison de M. de Goërtz, premier plénipotentiaire prussien au congrès, M. d'Edelsheim fit mettre à sa porte une garde de grenadiers de Baden, et fit sentir au commandant autrichien qu'il ne la forceroit pas impunément.

demandé qu'une escorte des troupes du margrave fût réunie à l'escorte hongroise, et que le corps diplomatique s'étoit proposé de nous accompagner jusqu'au Rhin. Le commandant autrichien adhéra à la première demande, et refusa la seconde.

Le courageux major de Harrant s'offrit à répondre de nous : nous devons beaucoup à ce brave officier, qui, au moment du départ, s'approche du commandant de l'escorte autrichienne, lui montra l'ordre écrit de son chef, et exigea ensuite sa parole d'honneur. Pendant la route, le major de Harrant se tenoit constamment à côté de l'officier autrichien, résolu, à ce qu'il m'a paru, de lui brûler la cervelle au moindre mouvement qui eût pu lui faire croire qu'il alloit manquer à sa parole. Lorsqu'au bord du Rhin je l'ai embrassé, en le remerciant, il ne me dissimula point qu'il avoit eu beaucoup d'inquiétude (1).

---

(1) Des renseignemens parvenus de Rastadt, prouvent que j'ai très-bien deviné les dispositions où étoient le major de Harrant et le conseiller de Prusse, de Jordan. On manda de Rastadt que ces deux hommes courageux et sensibles avoient en effet fait comprendre assez clairement à l'officier qui devoit commander

Dans la nuit du 9 floréal, le corps diplomatique écrivit à l'archiduc Charles (1) le récit de cet événement qu'il qualifie de *forfait inoui*. On observe à l'archiduc *que les conséquences de ce forfait sont déjà irréparables*. On en appelle à son cœur pour la réparation qui est due à la France, à l'Empire,

---

l'escorte autrichienne, qu'au moindre mouvement attentatoire à la sûreté des deux légations française et ligurienne, ils lui passeroient l'épée au travers du corps.

(1) Cette lettre a été portée à l'archiduc Charles, par M. d'Eyben, secrétaire de la légation de Dannemarck, avec un précis historique certifié et signé par tous les membres du corps diplomatique.

Le margrave de Baden a aussi envoyé vers l'archiduc un de ses généraux, M. de Gensau, pour l'informer de l'assassinat, et en demander réparation. Indépendamment de cette première démarche, le margrave a adressé à l'empereur un mémoire détaillé de l'affreux événement, accompagné de pièces justificatives. On n'a pas manqué, dans ce memoire, de faire sentir à l'empereur combien la souveraineté territoriale du margrave, et la sauve-garde du lieu du congrès, commise à lui expressément par l'empereur et l'Empire, avoient été violées par l'approche des troupes autrichiennes vers Rastadt, leur entrée dans cette ville, et bien davantage encore par le crime dont elles se sont rendues coupables.

aux ministres qui le représentent à Rastadt, à l'humanité entière.

Notre départ avoit été fixé à une heure de l'après-midi du 10 floréal. Tout Rastadt étoit sur notre passage; les ministres nous faisoient leurs derniers adieux. L'intérêt que tout le monde s'empressoit de nous témoigner a dû être le plus grand supplice de nos assassins. Un trompette et six hussards de Szecklers, ayant à leur tête leur officier et le major de Harrant, ouvroient la marche. Un autre officier hongrois se tenoit tout près du premier carosse où étoit le citoyen Jean Debry. Le conseiller de Prusse, M. de Jordan, qui seul avoit obtenu la permission de nous accompagner, a été presque toujours à sa portière. Les six hussards de Baden marchoient des deux côtés des voitures; six autres hussards autrichiens fermoient la marche.

A trois heures nous arrivâmes à Plittersdorf, sur le Rhin, sans aucun accident. Avant de sortir du village on fit halte. Un trompette s'avança pour avertir les Français, qui étoient sur la rive gauche, d'envoyer les barques pour le passage, et de ne pas tirer le canon. Nous descendîmes de voitures, et montâmes tous sur la première barque, après

avoir remercié tout le monde. Nos voitures passèrent ensuite, et les deux escortes ne partirent qu'après que tout fut embarqué.

Vous savez que nos voitures ont été pillées dès la nuit du 9 floréal; que la malle qui contenoit les papiers de votre légation a été portée chez le commandant autrichien; qu'elle a été réclamée le lendemain, et qu'on a refusé de la rendre.

Signé BOCCARDI, *ministre plénipotentiaire de la république ligurienne.*

TABLE DES MATIERES.

Pages.